

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS A. PÉRIER
 Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE { 102.46 Rédaction
 102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	88

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA COUR DE CASSATION

(SUITE) DÉPOSITION DE M. LE GÉNÉRAL ROGET DEVANT LA COUR

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1898
(Suite et fin)

Le général Roget. — M. Picquart dit : « Quand il s'agit d'un document original, tel que le projet de Manuel de tir, l'auteur du bordereau sait bien le faire ressortir. »

Je m'expliquerais plus tard complètement sur ce point.

Je me contente d'indiquer pour le moment que le projet de Manuel de tir n'est pas un document qu'on puisse résumer en quelques lignes. On peut en dire la méthode dans une note très courte, mais non les procédés d'application. Il faudrait donc le faire copier *in extenso*, ce qui serait un assez long travail, à éviter si possible, et c'est pour cela que l'auteur du bordereau propose à son correspondant deux solutions : Ou bien on le lui enverra pour qu'il y copie ce qui l'intéresse; ou bien on le fera copier *in extenso*.

Comment peut-on dire, sans le savoir, qu'il n'y a rien d'important sur le bordereau ?

Il y est question en tout cas des travaux les plus importants et les plus secrets de l'état-major de l'armée : la couverture, le nouveau plan, les modifications aux formations d'artillerie, etc.

Dire jusqu'à quel point on a renseigné à ce sujet les correspondants, je n'en sais rien moi-même; mais ce que je sais, c'est que ces correspondants sont parfaitement au courant de nos travaux, très exactement capables de contester la valeur des renseignements qui leur sont fournis, et jusqu'à un certain point d'en contrôler l'exactitude.

Il ne me paraît pas vraisemblable qu'ils se contentent des petites copies de n'importe quoi, tirées d'un journal ou d'ailleurs.

D'après les observations qui ont été faites au ministère en 1894 et confirmées depuis, le bordereau désigne un officier de l'état-major de l'armée, un officier de l'artillerie et probablement un stagiaire.

Il désigne un officier de l'état-major de l'armée, parce qu'il est impossible qu'en dehors de cet état-major on puisse fournir une note sur les troupes de couverture, en sachant d'avance que des modifications y seront apportées par le nouveau plan, je le prouverai tout à l'heure.

Il désigne un officier de l'état-major encore par la note sur les formations de l'artillerie, par le mot même de formations qui, pris dans cette acception, n'est employé qu'à l'état-major, même par le mot note qui est le langage courant qu'on y parle.

Il désigne un officier d'artillerie parce que trois documents, sur les cinq dont il y est question, intéressant le matériel, l'organisation et le tir de l'artillerie, il serait bien étonnant qu'un officier d'infanterie ne fournît pas de renseignements de cette nature et qu'il ne fournît que des renseignements sur l'artillerie, alors que, dans le plan à l'étude, il y avait aussi des modifications intéressantes concernant l'organisation de l'infanterie.

Il faudrait au moins que cet officier d'infanterie eût une instruction spéciale, des connaissances approfondies en matière d'artillerie : et Esterhazy est exactement dans une situation contraire.

J'ai eu sous les yeux une lettre du 10 juillet 1895, je crois, adressée au capitaine Le Rond et dans laquelle il dit une véritable hérésie sur le tir des obus allongés de 90.

Il écrit au capitaine Le Rond qu'en causant avec des camarades il leur a dit que l'obus allongé couvrirait de ses projectiles une zone de 800 mètres de largeur, perpendiculairement à la trajectoire, et il demande au capitaine Le Rond s'il n'a pas dit une bêtise.

Il le demande en même temps s'il ne pourrait pas trouver dans le commerce un livre traitant des effets du feu de l'artillerie, analogue à ceux qu'on publie le général Philibert et le colonel Piquier sur les effets du tir de l'infanterie.

J'ajoute que le commandant Esterhazy, major au 74^e, en garnison à Rouen en 1894, y voyait presque tous les jours, au Cercle militaire, le capitaine Boone, qui commandait actuellement une batterie à Versailles; que jamais Esterhazy ne lui a posé de questions sur l'artillerie; que le capitaine Boone était détenteur, à Rouen, de l'unique exemplaire du projet de Manuel de tir qui y existait, et que jamais il n'a été question entre eux de ce projet.

De même le capitaine Le Rond, tout en disant qu'Esterhazy s'intéressait aux écoles à feu, déclare que jamais Esterhazy ne lui a emprunté le projet de Manuel de tir; que s'il l'avait demandé à quelqu'un, c'était à lui, Le Rond, qu'il l'aurait demandé, et qu'enfin, lui, Le Rond, ne se serait fait aucun scrupule de le lui prêter.

Je crois devoir dire également à la Cour

qu'un journal a publié récemment une information d'après laquelle le colonel Abria, qui commandait le 74^e en 1894, aurait été détenteur d'un exemplaire du projet de Manuel de tir de l'artillerie en campagne, que cet exemplaire aurait été confié au capitaine Daguene, et qu'Esterhazy l'aurait obtenu de ce dernier par un subterfuge.

Cette information est complètement inexacte.

Jamais le colonel Abria n'a été détenteur du projet de Manuel de tir : ce document n'a été envoyé qu'aux généraux commandant les corps d'armée, aux généraux commandant les brigades d'artillerie et aux régiments d'artillerie.

Le fait qui a pu donner naissance à ce racontar est le suivant : le capitaine Daguene, revenant de l'Ecole de tir du camp de Châlons, aurait prêté au commandant Esterhazy un cours ou des conférences faites dans cette Ecole. Le capitaine Daguene aurait, plus tard, réclamé ces documents au commandant Esterhazy, sur l'invitation du commandant Curé, chef de bataillon au 74^e comme Esterhazy, à qui le colonel Picquart avait inspiré des doutes sur le degré de confiance que méritait Esterhazy.

Je n'insiste pas sur la déposition du sieur Mulet, ancien secrétaire d'Esterhazy, qui doit être dans le dossier judiciaire de l'affaire Esterhazy.

Le colonel Picquart avait fait venir Mulet au ministère, pour lui demander des renseignements sur ce qu'il avait fait savoir à Esterhazy et pour essayer de savoir si Mulet n'avait pas copié, pour le commandant, le projet de Manuel de tir. Ce document lui fut, à cet effet, présenté. Mulet n'hésita pas à déclarer qu'il ne l'avait jamais vu, et qu'il avait copié certaines choses d'un livre beaucoup plus gros, pour une conférence que devait faire Esterhazy.

Le projet de Manuel de tir n'a pas le cinquième d'épaisseur d'un règlement de manœuvres ordinaire, et il est très facile de l'en distinguer à première vue.

Tout ceci semble donc établir qu'Esterhazy n'était pas l'officier d'infanterie capable de fournir les trois documents sur l'artillerie qui sont énumérés dans le bordereau. Il sera facile de le prouver d'une manière plus complète, en étudiant chacun de ces documents.

Il est donc vraisemblable, comme je l'ai dit au début, que l'auteur du bordereau, officier d'état-major, était en même temps officier d'artillerie.

On a pensé que c'était un stagiaire, parce que les documents dont il est question au bordereau intéressent tous les bureaux de l'état-major.

Ces documents propres à l'état-major sont : la note sur les troupes de couverture, intéressant les 3^e et 4^e bureaux; la note sur les formations de l'artillerie, intéressant le 1^{er} bureau; la note sur Madagascar, intéressant à la fois le 2^e et le 3^e bureau.

Le bordereau décèle si particulièrement un artillerie que, quand il arriva au ministère en 1894, malgré toutes les indications qu'on avait déjà, et bien qu'il révélât aussi lui-même que l'auteur était un officier d'état-major de l'armée, on s'empressa de faire intervenir la direction de l'artillerie dans l'enquête, et la photographie qu'on fit du bordereau fut remise d'abord au directeur de l'artillerie, puis aux quatre chefs de bureau de l'état-major.

Note sur le frein hydraulique de 120 et sur la manière dont s'est conduite cette pièce.

Pour établir, comme je l'ai déjà indiqué, que les renseignements fournis par le bordereau étaient sans valeur, on a dit qu'il s'agissait dans cette note du frein à glycérine, modèle 1883.

Or, d'une part, il est impossible de s'expliquer ce qu'aurait pu dire l'auteur du bordereau d'un frein qui était connu de puis onze ans, et dont la description complète se trouve dans un règlement paru six ans auparavant, c'est-à-dire en 1889. Le frein à glycérine 1883 était donc du domaine public, et les agents de l'étranger n'avaient qu'à acheter le règlement de 1889 pour savoir sur ce frein tout ce qu'il est possible de savoir.

Il y a encore une autre raison, c'est que le frein à glycérine modèle 1883 ne peut pas être dénommé frein de 120; c'est un frein d'affût de siège; il est appliqué à l'affût de siège du 120, comme à l'affût de siège du 155, et il n'a d'autre objet que de relier l'affût à un point fixe du sol.

Il existait, au contraire, en 1894, un nouveau frein, spécial au canon de 120, reliant le canon à l'affût et faisant partie intégrante de la pièce, et celui-là, on peut l'appeler réellement « frein du 120 ».

Ce frein était très important, parce qu'il assurait pour la première fois la remise en batterie automatique.

Grâce à ce frein, le canon, qui recule dans une sorte de berceau, est ramené de lui-même en batterie sans aucune intervention des servants. C'est le principe qui est actuellement appliqué au nouveau canon de campagne, mais il était alors entièrement nouveau.

On a objecté que le frein de 120 court ne pouvait pas être appelé frein hydraulique, sa dénomination exacte étant celle de frein hydropneumatique. C'est très juste.

La dénomination est effectivement frein hydropneumatique; mais en 1894, particulièrement, où le frein était encore peu connu, les artilleurs eux-mêmes pouvaient l'appeler frein hydraulique sans commettre d'erreur grave au point de vue technique.

Ce frein est d'ailleurs bien un frein hydraulique, comme l'indique un règlement spécial à l'usage des officiers d'artillerie, du 5 avril 1897. Ce frein, comme le canon auquel il était adapté, était en 1894 presque inconnu de la masse des officiers d'artillerie et, à plus forte raison, des officiers des autres armes. Il avait

été adopté en 1891, après des essais qui avaient duré de 1887 à 1891 à la fonderie de Bourges et à la Commission d'expériences de Calais.

Il avait été tiré en 1891 sur le polygone de Bourges, et deux batteries de 120 court (qu'on appelait 120 léger) avaient pris part aux manœuvres d'armée faites en 1891, et avaient défilé à la revue de Vitry-le-François.

On savait donc, depuis cette époque, que ce canon existait et qu'il était muni d'un frein spécial.

Jusqu'à la fin de 1893, il ne se produisit aucun fait nouveau intéressant ce canon, qu'on construisait à la fonderie de Bourges. Ce n'est qu'à la fin de 1893 qu'on décide d'en doter les armées, comme artilleur de campagne. C'était là un fait tout à fait intéressant, attendu que, jusqu'alors, on n'avait eu comme canons de campagne que les canons de 80 et 90 millimètres, exceptionnellement quelques canons de 95, qui ont disparu, d'ailleurs; ce canon de 120 court représentait une artillerie de gros calibre attribuée pour la première fois aux troupes de campagne.

On dota un certain nombre de régiments du nouveau matériel, pendant l'hiver 1893-94 : huit régiments appartenant aux 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 9^e, 11^e, 16^e et 17^e brigades d'artillerie, et c'est avec ce canon que ces régiments firent pour la première fois des écoles à feu en 1894.

Le frein de ce canon était inconnu de la masse des officiers d'artillerie; il ne pouvait être connu que par les officiers qui l'avaient construit, à la fonderie de Bourges, et par les officiers appartenant aux Commissions d'expériences de Calais et de Bourges.

Actuellement encore, les officiers d'artillerie eux-mêmes ne connaissent ni les procédés de construction, ni l'organisation des parties essentielles du frein. Les règlements interdisent de le démonter, et, en cas de mauvais fonctionnement, le canon doit être envoyé en manufacture.

Il existe un règlement, datant de 1894, qui donne la description du frein, mais c'est une description purement schématique.

En 1894, ce règlement même avec cette description n'existait pas, et les officiers d'artillerie, autres que ceux dont j'ai parlé, ne pouvaient avoir normalement aucune connaissance du frein.

Il est évident, cependant, que les officiers des batteries qui en étaient armées devaient avoir une connaissance sommaire du canon, bien que le règlement qui en donne la description n'eût pas encore paru.

J'ai dit quels étaient les officiers qui pouvaient avoir connaissance, normalement, du frein; mais, il est évident que tout officier se trouvant à Bourges au moment où l'on en faisait les essais, c'est-à-dire de 1888 à 1891, pouvait facilement recueillir par conversation, peut-être même de visu, des renseignements intéressants sur le frein.

Il n'est pas douteux, en effet, qu'un officier d'artillerie (si discret que soient les officiers chargés des constructions de matériel) parlant à un camarade de son arme, à quelqu'un qui peut le comprendre et qu'il ne suspecte pas, ne se laisse aller à lui donner des renseignements.

Il est certain, d'autre part, que tous les officiers qui étaient à Bourges, soit à la Pyrotechnie, soit même dans un régiment, savaient quel genre de travaux on faisait à la fonderie à ce moment-là, que la question était du plus haut intérêt pour les officiers d'artillerie et qu'ils devaient tous, certainement, chercher à se renseigner et à s'instruire.

Je suis absolument convaincu que Dreyfus particulièrement, avec sa curiosité pour toutes les choses nouvelles, son désir bien connu d'être toujours au courant des expériences les plus récentes, a pu recueillir personnellement des renseignements pleins d'intérêt.

Par contre, je ne crois pas, connaissant la discrétion personnelle des artilleurs qui sont dans ces établissements et l'esprit de particularisme de l'arme, qu'un officier d'infanterie ait pu jamais recueillir le moindre renseignement sur ces constructions, même s'il avait été à Bourges.

Je peux citer un exemple dont j'ai été témoin personnel de la profonde instruction qu'avait Dreyfus sur toutes les questions d'artillerie et montrer qu'il était au courant des expériences les plus récentes.

Dreyfus a fait partie, en 1894, du 27 juin au 4 juillet, d'un voyage d'état-major que dirigeait le chef d'état-major général.

Je faisais également partie de ce voyage. Un jour, le groupe d'officiers dont faisait partie Dreyfus et le groupe du chef d'état-major lui-même, dont je faisais partie, se trouvèrent cantonnés ensemble à Chartres. Le chef d'état-major invita les officiers de ce groupe à prendre leur repas avec nous. Le soir, pendant le dîner, Dreyfus parla des diverses expériences faites par les Commissions de Calais et de Bourges, et nous donna des renseignements qu'aucun de nous ne possédait, et tellement intéressants qu'il en fut question jusqu'à la fin du dîner.

En sortant de table, le chef d'état-major emmena le capitaine Dreyfus et continua à causer avec lui, seul à seul, pendant plus d'une heure, en se promenant sur le pont de la Moselle. Nous suivions par derrière, d'ailleurs, et les jeunes gens remarquèrent fort la faveur spéciale qui était accordée à leur camarade ce jour-là.

Etant donné les renseignements que j'ai fournis sur le procès, peut-on admettre qu'Esterhazy ait pu, par un moyen quelconque, fournir quelque note que ce soit sur cet appareil ?

Je ne peux pas le concevoir. Quant à Dreyfus, à supposer que ce fût le premier renseignement qu'il fournissait, il n'avait qu'à recueillir ses souvenirs

personnels pour donner des renseignements intéressants.

Je crois devoir dire, d'ailleurs, qu'à une date antérieure à l'envoi du bordereau, on avait déjà renseigné une puissance étrangère non pas sur le frein, mais sur le canon de 120 court, et qu'elle avait reçu notamment les dessins et les photographies de cette pièce.

Je n'attribue aucunement ce premier acte de trahison à Dreyfus, n'ayant aucune raison pour cela. Seulement, je crois pouvoir en conclure qu'à des gens si bien renseignés déjà, on ne pouvait pas donner des renseignements sans aucune importance.

(La séance est levée et renvoyée au lendemain.)

DÉPOSITION DE M. LE GÉNÉRAL ROGET

SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1898

J'ai dit hier, à la Cour, au sujet du frein hydraulique, que Dreyfus était un des rares et très rares officiers qui pouvaient donner des renseignements sur ce frein.

J'ajoute qu'il était le seul de son groupe de stagiaires à l'état-major de l'armée, aucun autre n'étant passé par les établissements de Bourges.

Je vais passer rapidement sur les phrases du bordereau : « La manière dont cette pièce s'est conduite. » On a certainement déjà dit à la Cour qu'Esterhazy a été aux écoles à feu du camp de Châlons, du 5 au 9 août 1894; que le seul régiment qui ait tiré le canon de 120, cette année-là, en était parti le 25 mai; que le canon de 120 court n'a ensuite figuré que dans des manœuvres de masse qui ont eu lieu fin août, et que par conséquent Esterhazy n'a ni vu tirer le canon de 120, ni été en relations au camp de Châlons avec des officiers l'ayant vu tirer.

Je n'insiste pas autrement sur ce point. Je passe au 2^e paragraphe du bordereau, le seul que je désire traiter avec quelque développement, si la Cour le permet :

Note sur les troupes de couverture, quelles modifications seront apportées par le nouveau plan.

La Cour sait ce que sont les troupes de couverture, et pourquoi elles sont transportées avant les autres sur la base de concentration.

Le bordereau ne parle pas de la couverture au point de vue théorique. Il parle des troupes qui font partie de la couverture; non de telles ou telles troupes qui seraient connues de l'auteur, mais des troupes en général, c'est-à-dire d'un dispositif d'ensemble.

Le bordereau parle aussi de modifications futures, et non de modifications passées, de celles qui seront apportées par le nouveau plan, non de celles qui ont été apportées à l'ancien.

Je crois devoir appeler l'attention aussi sur l'expression *nouveau plan*. Il ne s'agit pas d'un plan prochain, dont la date n'est pas encore déterminée; il s'agit du nouveau plan, c'est-à-dire de celui qu'on prépare.

C'est là tout à fait le langage de l'état-major de l'armée, où l'on dit *prochain plan* tant qu'il n'y a pas de plan en élaboration, et *nouveau plan* dès que le plan est à l'étude, bien que ces études durent quelquefois un an.

Non seulement ce langage est tout à fait celui de l'état-major, mais encore il répond exactement à des travaux qui ont été faits en 1894, et qui y ont été faits à titre d'exception dans la forme où ils ont été faits.

Voici quelle était la situation à ce sujet au commencement de 1894.

On avait en 1892 fait un plan qui avait été mis en vigueur au printemps de 1893. Au commencement de 1894 on décida de faire un nouveau plan pour le printemps de 1895.

La réunion du Conseil supérieur dans laquelle la question fut agitée eut lieu le 6 février 1894. La décision du ministre est du 14 février; elle fut communiquée aux différents bureaux de l'état-major le 16 février.

Le nouveau plan fut mis peu de temps après à l'étude.

Les premiers mois furent employés à établir une entente verbale entre les chefs de bureau intéressés (1^{er}, 3^e, 4^e), et c'est moi qui assistais à ces réunions comme sous-chef du 4^e bureau.

Pendant qu'on s'occupait ainsi des détails du plan, le 1^{er} bureau rappela au 4^e qu'il devait y avoir, au mois d'octobre 1894, de nombreux changements de garnison.

En effet, un quartier de cavalerie qu'on construisait à Noyon devait être prêt à être occupé le 1^{er} octobre.

On devait y envoyer à cette date, aussitôt après les grandes manœuvres, le régiment de cuirassiers destiné à y tenir garnison.

Ce changement entraînait le déplacement de cinq autres régiments de cavalerie et des modifications dans l'organisation de presque toutes les divisions de cavalerie. On attendait, d'ailleurs, un changement de garnison pour opérer ces modifications.

Enfin, dès le mois d'avril 1894, le chef d'état-major avait demandé de changer les débarquements de deux divisions (une d'infanterie et une de cavalerie); il en résultait qu'au mois d'octobre on devait refaire presque tous les ordres de mouvement des troupes faisant partie de la couverture. On se demanda naturellement si l'on allait ainsi refaire toute la couverture au mois d'octobre, pour la refaire encore une fois en fonction du nouveau plan pour le printemps de 1894 et si l'en valait pas mieux faire pour le mois d'octobre toute la couverture en fonction du nouveau plan.

Après entente verbale entre le 1^{er} et le 4^e bureaux, à ce sujet, le 1^{er} bureau consulta le 3^e au nom du 1^{er} et du 4^e.

Le commandant Picquart (depuis colo-

nel) qui faisait fonction de sous-chef au 3^e bureau, et qui, nouveau dans le service, était peu au courant de ces questions, fit appeler, pour le consulter, le capitaine Deprez.

Ce dernier, qui avait passé deux ans au 4^e bureau, fit prévoir au commandant Picquart les difficultés considérables que l'on rencontrerait pour faire le transport de couverture à l'automne, en fonction d'un plan nouveau, en laissant valables jusqu'au printemps les autres transports du plan précédent. Il conseillait, par conséquent, de repousser la proposition du 1^{er} bureau.

Malgré cet avis, le 3^e bureau se rallia à la proposition faite par le 1^{er} bureau, et le chef d'état-major décida que l'on établirait la couverture pour l'automne.

Les difficultés que l'on avait prévues se présentèrent, en effet; j'en sais quelque chose pour mon compte, puisque j'eus toutes les peines du monde à obtenir des Compagnies de chemins de fer qu'elles se prêtassent à ce travail; et malgré la bonne volonté que chacun y mit, il fut impossible de réaliser, dans ce travail, toutes les modifications que devait apporter le nouveau plan; et l'on fut conduit à prendre, pour un grand nombre d'éléments de la couverture, des solutions provisoires, en se disant que la solution définitive serait donnée quand on mettrait en vigueur le plan lui-même.

C'est ainsi que l'on pouvait savoir à l'état-major, et qu'on savait effectivement, en faisant le travail de préparation de la couverture, que des modifications seraient apportées par le nouveau plan. Comment quelqu'un non mêlé à ces travaux aurait-il pu savoir qu'un nouveau plan, non encore commencé, apporterait des modifications à des travaux en cours d'élaboration ?

Et ce que je dis ici, au sujet de ces travaux, n'est pas une simple hypothèse de ma part.

La preuve en existe dans un document officiel : c'est celui par lequel on envoyait les ordres de transport de la couverture aux états-majors intéressés.

Ce document indique que, pour un certain nombre de divisions, pour cinq bataillons de chasseurs, pour une compagnie du génie, etc., la solution sera modifiée par le nouveau plan, en raison de l'obligation qu'on a été de maintenir jusqu'au printemps les transports de l'ancien plan.

Ce document n'a été établi que le 15 octobre, consacrant des choses que l'on savait depuis le mois d'août, et il n'a été mis en place, dans le corps d'armée intéressé qu'après cette date (entre le 15 et le 20 octobre), les transports de couverture devant entrer en vigueur à partir du 20 octobre.

Ce document du 15 octobre indique d'ailleurs aux intéressés que les tableaux des premières destinations des troupes de couverture donnent toutes les indications nécessaires au sujet des dispositions à prendre pendant la période de transition.

C'est la seule fois qu'on ait fait des transports de couverture distinctement des autres transports de concentration.

Si j'ai recherché et fini par retrouver le document du 15 octobre, c'est parce que j'avais à répondre moi-même à une objection qui m'avait été faite par un officier, un très bon esprit, qui, en 1894, faisait partie d'un état-major de division de couverture, et qui croyait se rappeler qu'on leur avait dit en leur donnant les ordres de transport de la couverture que des modifications y seraient apportées par le nouveau plan.

Cet officier en conclut que le commandant Esterhazy aurait peut-être pu apprendre, en dehors de l'état-major de l'armée, un détail de cette nature.

Il m'a rendu un très grand service en m'obligeant à serrer ainsi la question de plus près, et en établissant qu'on n'a pu le savoir, en dehors du ministère, que postérieurement au 15 octobre, alors que depuis trois semaines le bordereau y était déjà.

Je crois d'ailleurs qu'il serait facile d'établir que le commandant Esterhazy ne savait même pas ce que c'était que la couverture.

En tout cas, il faisait partie d'un corps d'armée qui ne fournissait aucun élément à la couverture; aucun travail préparatoire n'avait par conséquent été demandé à ce corps d'armée, et Esterhazy ne pouvait étre en relations à Rouen avec aucun officier s'occupant de la question.

Pour établir ces affirmations, je peux dire que pour mon compte, je suis arrivé à l'état-major pour la première fois en 1891, étant déjà lieutenant-colonel (je n'y ai pas fait ma carrière et j'y ai passé quatre ans en tout en deux fois sur trente-cinq ans de service).

En arrivant comme lieutenant-colonel, je savais tout juste ce que c'était que la couverture au point de vue théorique.

Je ne connaissais rien au sujet des troupes en faisant partie, et j'aurais été incapable de fournir la moindre note à ce sujet.

Et j'avais passé cependant par un état-major de corps d'armée, où j'étais resté quatre ans; mais ce corps d'armée ne fournissait pas d'éléments à la couverture.

Dans les cours de l'Ecole supérieure de guerre, on parlait de la couverture au point de vue théorique; mais jusqu'en 1894 tout au moins, on ne donnait pas aux élèves même une simple indication sur la manière dont se font les transports de couverture.

Je ne rappellerai pas à la Cour (on le lui a déjà dit probablement) comment Dreyfus était, au contraire, en mesure d'avoir tous les renseignements dont il s'agit, qu'il les eût effectivement entre les mains; que, d'une manière générale, il connaissait très bien la concentration, à la suite de son séjour au 4^e bureau; que lui, stagiaire au 4^e bureau, avait initié au service un titulaire arrivé après lui, le capitaine Boulanger.

Le colonel Picquart a dit, à propos de

cette question, que les modifications avaient été apportées à la couverture au printemps de 1894; que ces modifications devaient être définitives, et que quelqu'un de la maison n'aurait jamais écrit : « Quelles modifications seront apportées par le nouveau plan. »

Je demande comment quelqu'un qui n'était pas de la maison aurait pu parler du nouveau plan avant la fin de juin, attendu que la 1^{re} communication relative au nouveau plan qui ait été faite aux commandants de corps d'armée l'a été par lettre du 20 juin.

Si l'officier était de la maison, il pouvait savoir, de quelque modification qu'il s'agit, que ces modifications n'étaient pas définitives, par la raison que, dès le mois d'avril, on s'occupait de la couverture du nouveau plan, et que déjà il était question, même en dehors de cette couverture, d'apporter de nouvelles modifications à l'ancien plan (il y a à ce sujet une note du 22 avril).

J'ai fini pour la couverture. Je passe rapidement sur la note sur les modifications aux formations de l'artillerie dont je ne dirai que ce simple mot : que le mot formation, employé dans l'acceptation qu'il a dans le bordereau, ne s'emploie qu'à l'état-major de l'armée.

Je ne parlerai pas davantage de la note sur Madagascar, et j'arrive tout de suite au projet de Manuel de tir.

Je serai obligé ici d'entrer dans une discussion de texte, puisque c'est par une discussion de cette nature qu

détermine pas, et que Dreyfus l'aurait rendu au fonds commun après l'avoir conservé deux ou trois jours.

Les exemplaires restant à la disposition des stagiaires, qui pouvaient les utiliser et qui auraient pu les faire copier. Il n'a pas été vérifié qu'un des trois exemplaires ait disparu.

Le bordereau s'explique, au sujet de ce document, de la manière suivante : *Le document est extrêmement difficile à se procurer, et je ne peux l'avoir à ma disposition que très peu de jours.*

Cette phrase ne s'expliquerait pas sous la plume d'Esterhazy.

C'était, de tous les documents énumérés au bordereau, celui qui pouvait se procurer le plus facilement.

Il était répandu, à raison d'un exemplaire par officier, dans tous les régiments d'artillerie; on en avait même fait des envois supplémentaires, à l'époque des écoles à feu, pour les officiers de réserve et de l'armée territoriale.

Si Esterhazy avait demandé ce document à un officier d'artillerie, il n'y avait aucune raison pour qu'on ne le lui confiât pas; le document n'étant pas secret, tout officier d'artillerie pouvait le prêter à un camarade, même d'une autre arme, sans commettre d'indiscrétion.

Le capitaine Le Rond, qui conduisait les officiers d'infanterie sur le champ de tir, déclare formellement que si Esterhazy lui avait demandé le projet de Manuel, il le lui aurait prêté.

On n'a jamais pu établir, du reste, qu'Esterhazy ait essayé de se procurer ce document, ni qu'il l'ait effectivement eu entre les mains; et, après tout le bruit qu'il a fait l'affaire, il serait bien étonnant, si Esterhazy avait emprunté ce projet de Manuel à quelqu'un, qu'on ne retrouvât pas ce quel'un.

Dans tous les cas, le document que pouvait se procurer le plus facilement Esterhazy, c'est bien certainement celui-là, qui l'aurait trouvé partout, tandis que des documents sur la couverture, sur le nouveau plan, sur les modifications aux formations de l'artillerie, il ne pouvait les trouver qu'à l'état-major de l'armée, et des renseignements sur le frein hydraulique, nulle part.

La phrase s'explique au contraire facilement si l'auteur du bordereau est Dreyfus.

Il est exact, pour lui, non pas que le document fût extrêmement difficile à se procurer, mais qu'il avait eu de la peine à se le procurer.

Le document n'était pas un document de l'état-major de l'armée; il avait fallu faire une démarche spéciale à la direction de l'artillerie pour l'avoir; il ne le détenait pas à titre personnel — et il est certain qu'il n'aurait pas pu le garder pendant plus de quelques jours, parce qu'un autre stagiaire, non pourvu, aurait pu en réclamer un et qu'on se serait aperçu de la disparition d'un des exemplaires.

S'il lui était, difficile, relativement, de se procurer ce document, il avait, au contraire, tous les autres à sa disposition. Et c'est certainement, par comparaison, le seul qu'il lui fût difficile d'avoir.

Je passe à la ligne suivante : *Le ministre en a envoyé un nombre fixe dans les corps.*

Cette phrase désigne, pour moi, contrairement à ce qu'on a dit, un officier de l'état-major, et un artillerie : un officier de l'état-major parce que le mot *corps* est ici en opposition avec *état-major*; un officier d'artillerie, car le mot *corps* est ici en opposition avec *état-major*; un officier d'artillerie, car le mot *corps* est ici en opposition avec *état-major*; un officier d'artillerie, car le mot *corps* est ici en opposition avec *état-major*...

Je passe enfin à la dernière phrase : *Si donc vous voulez y prendre ce qui vous intéresse...*

Il semble, d'après le commencement du bordereau, que l'auteur envoie le projet du Manuel de tir. Cette dernière phrase semble prouver qu'il se ravise au dernier moment et qu'il propose deux solutions à son correspondant : ou bien de lui envoyer le projet de Manuel pour qu'il y prenne ce qui l'intéresse, ou bien de le faire copier *in extenso* — et de lui en adresser la copie.

Puisqu'on se réserve la possibilité de le faire copier, c'est qu'on ne l'envoie pas. Il semble que le sens exact de la phrase soit le suivant :

J'ai le projet de Manuel à ma disposition. Si vous voulez y prendre ce qui vous intéresse, je le prendrai, à moins que vous ne vouliez, etc.

Si on l'envoyait, pour si mal que l'on écrive, on aurait dit : *je le reprendrai ou j'irai le reprendre.*

Il n'est pas vraisemblable, d'ailleurs, qu'on s'expose à se rencontrer deux fois avec un correspondant comme celui-là, pour un document aussi peu important.

L'auteur du bordereau a le document à sa disposition : il peut le prendre quand il voudra et l'envoyer à son correspondant qui y prendra ce qui l'intéresse.

La manière de procéder qu'indique cette phrase est assez compliquée : on écrit; on attend la réponse; on prend le manuel; on l'envoie; le correspondant y prend ce qui l'intéresse et le renvoie ensuite. Il faut pour procéder ainsi avoir tout son temps.

Il faut donc que l'auteur du bordereau ait le projet de Manuel à sa disposition immédiate et permanente.

C'est le cas de Dreyfus.

Esterhazy pouvait s'être fait prêter un Manuel, mais s'il l'avait pour un temps, probablement limité (comme semble d'ailleurs l'indiquer l'auteur du bordereau), il ne pourrait pas prendre des dispositions pareilles.

Esterhazy aurait le Manuel à sa disposition immédiate, mais non permanente.

Les délais, pour cette opération, seraient doubles pour Esterhazy que pour Dreyfus, car Dreyfus attendait la réponse du correspondant pour prendre le Manuel, tandis qu'Esterhazy aurait dû l'avoir déjà quand il écrivait.

Et si on place, comme on a voulu le faire, la fabrication du bordereau pendant le séjour d'Esterhazy au camp de Châlons, il est matériellement impossible que tout cela ait pu se faire entre le 5 et le 9 août.

Le président. — Il y avait toujours, dans les bureaux, un certain nombre d'officiers stagiaires appartenant à l'artillerie, quatre, si je ne me trompe. Quelles sont les raisons qui vous ont déterminées à porter plus particulièrement vos soupçons sur Dreyfus ?

Le général Rogot. — Par l'étude que j'ai faite du bordereau, j'ai acquis person-

nnellement la conviction que le bordereau était d'un officier d'état-major, d'un artillerie, d'un stagiaire.

Et je crois que le bordereau désigne spécialement Dreyfus, parce qu'il s'est trouvé dans les établissements de Bourges à l'époque des essais du 120 court — et parce qu'aucun autre artillerie de son groupe n'est passé par les établissements ni même par la garnison de Bourges.

En dehors de ce point précis, on a constaté au procès les tendances de Dreyfus à se procurer d'une manière indiscrète des renseignements secrets intéressant la défense nationale.

Il est très légitime qu'un officier stagiaire à l'état-major cherche à s'instruire, mais ce qu'il vient y acquérir ce sont des méthodes et des principes, et non des renseignements sur des points de fait.

Ce sont ses indiscrétions relatives à des points de fait qu'on a reprochées à Dreyfus.

Je vais parler à ce sujet d'une question que je connais personnellement.

Au 4^e bureau, par exemple, on apprend aux stagiaires comment se fait un plan de transport, quelles sont les méthodes de travail et les procédés employés. Il est complètement inutile de les initier à la concentration des armées, et cela peut être très nuisible : les stagiaires viennent à l'état-major, désignés simplement par leur numéro de sortie, sans qu'on ait aucune connaissance ni de leur caractère, ni de leur valeur morale.

Ce sont habituellement des jeunes gens qui, un peu par gloriole ou par le désir de se montrer bien renseignés, ne sont pas toujours très discrets; ils restent en relation avec leurs camarades de l'Ecole de guerre, et je sais qu'il y a un café, près de l'Ecole militaire, où des jeunes gens ont parlé des travaux de l'état-major de l'armée.

Il est naturel qu'on prenne des précautions à l'égard des stagiaires en général, sans avoir aucune suspicion vis-à-vis d'eux.

Il est d'ailleurs tout à fait inutile de leur donner les secrets de la concentration quand on peut faire autrement, parce que ce sont des secrets qui se conservent d'autant mieux qu'ils passent par les mains d'un moins grand nombre de personnes.

En bien à 4^e bureau, on a fait faire aux stagiaires un plan de transport fictif, comme exercice : par exemple, on leur donne deux corps d'armée quelconques à transporter par une ligne de chemin de fer quelconque, sans que ce transport ait aucun rapport avec la réalité.

J'ai donné, pendant le deuxième semestre 1893, des transports de ce genre à faire aux stagiaires.

Dreyfus, en particulier, est venu m'exposer à deux reprises, dans mon bureau, les soi-disant difficultés qu'il rencontrait à faire ce travail, et il m'a demandé d'une façon précise à faire le transport réel de deux corps d'armée par leurs lignes de transport réelles, sous prétexte que ce serait plus intéressant.

J'ai refusé d'accéder à ce désir et j'ai conservé, je l'avoue, une mauvaise impression de cette demande.

C'est, d'ailleurs, tout ce que j'ai à lui reprocher, et c'était un officier remarquable sous tous les rapports.

Comment se fait-il qu'un officier dans la situation de stagiaire, auquel on ne montrait par conséquent que ce qu'on montrait aux autres, ait eu une connaissance si complète de la concentration ?

Ce ne pouvait être que par des procédés irréguliers.

Il avait d'ailleurs des facilités plus grandes que les autres stagiaires du 4^e bureau, parce qu'il était au réseau de l'Est où tout vient aboutir et où l'on a tous les secrets.

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il connaissait tous les secrets.

Le président. — Un précédent témoin, M. Cavaignac, nous a parlé d'un incident personnel à Dreyfus, relativement à l'impression d'un travail sur la couverture. Grâce à une erreur de destination, Dreyfus aurait pu garder, pendant vingt-quatre heures, ce travail que seul il aurait eu entre les mains ?

Le général Rogot. — Voici ce qui s'est passé, en effet, au 3^e bureau de l'état-major.

A la fin du mois d'août, on faisait tirer à l'imprimerie du service géographique les documents relatifs à la couverture qu'on préparait, et les stagiaires du 3^e bureau étaient chargés à tour de rôle d'aller surveiller ce tirage.

Dreyfus en ayant été chargé un jour, ne se rendit pas à l'imprimerie du service géographique où on l'attendait vainement tout un après-midi; il s'était rendu à l'imprimerie du service intérieur, et cette erreur est tout à fait singulière.

Cependant, ce peut n'être qu'une erreur.

Les documents qu'il rapporta du service intérieur ne purent pas être utilisés. On lui fit des reproches au sujet de sa maladresse — notamment le colonel Picquart — et on lui laissa les documents entre les mains pour les faire tirer de nouveau le lendemain; c'est lui, en effet, qui, le lendemain, surveilla le travail.

M. le président. — Comment, dans votre appréciation et en présence de cette expression du bordereau : *Je vous adresse, la livraison matérielle des documents énumérés aurait-elle été opérée ?*

On n'a pas pu la faire en un lieu déterminé, les mots *sans nouvelles* indiquant une interruption de relations. Ce serait donc par la poste ou par tout autre mode d'envoi ?

Le général Rogot. — Je ne puis faire là-dessus que des hypothèses.

La première phrase du bordereau dit, bien certainement, non pas qu'il y a eu une interruption dans les relations, mais qu'il n'y a pas d'avis pour une entrevue déterminée.

Il est probable que l'auteur du bordereau qui allait partir en manœuvres et qui avait, tout prêts, un certain nombre de documents, a voulu s'en débarrasser, qu'il n'y eût pas concert pour une entrevue déterminée. Le mot *« je vous adresse »*, dans mon opinion, ne signifie pas nécessairement qu'on envoie par la poste ou par toute autre voie. C'est une expression qui se comprend dans un bordereau d'envoi, mais qui peut simplement être significative de remise de documents.

(La séance est suspendue.)

SUITE DE LA DÉPOSITION DU GÉNÉRAL ROGET

SEANCE DU 23 NOVEMBRE 1898

REPRISE A DEUX HEURES DE L'APRÈS-MIDI

Le président. — Dans l'hypothèse où l'attribution du bordereau à Dreyfus viendrait à être contredite, et où, par un ensemble de circonstances que je ne puis apprécier, Esterhazy serait reconnu l'auteur de ce document, quelles conséquences cette certitude pourrait-elle avoir, au point de vue de la culpabilité de Dreyfus ?

Le général Rogot. — Si on me prouvait qu'Esterhazy a écrit matériellement le bordereau, je ne pourrais évidemment pas le contester; mais si Esterhazy me donnait lui-même cette affirmation, je ne le croirais pas.

Je sais qu'on a offert une grosse somme (900,000 francs) à Esterhazy pour se déclarer l'auteur du bordereau.

C'est Esterhazy, du moins, qui l'a dit; et on lui a fait répéter cette affirmation, à laquelle il a essayé, d'ailleurs, de se soustraire, au Conseil d'enquête devant lequel il a comparu; il a avoué par conséquent à ce Conseil, sur interpellation précise, qu'on lui avait offert ladite somme pour faire cette déclaration; c'est constaté au procès-verbal du Conseil d'enquête — et il y a les cinq témoins (c'est-à-dire les cinq témoins).

Il n'a pas dit qu'il avait offert cette somme parce qu'on ne le lui a pas demandé.

Quant au point de savoir si Esterhazy pouvait avoir en sa possession et livrer les documents énumérés au bordereau, l'estime que c'est absolument impossible, à moins qu'il n'ait eu un complice à l'état-major de l'armée.

Le président. — Savez-vous si Esterhazy a eu des rapports avec l'état-major ?

Le général Rogot. — Il est à ma connaissance qu'il a été employé au service des renseignements avec M. Weil en 1878 et 1879, à une époque où le service était à peine organisé et ne fonctionnait pas dans les locaux où il est actuellement.

J'estime (c'est une simple opinion de ma part) qu'il n'y a pas fait autre chose que de disposer peut-être des fonds secrets pour son usage personnel. Il a quitté le service en passant capitaine.

Il est d'abord allé à Marseille, puis en Tunisie d'où je crois qu'il n'est revenu qu'en 1892, en passant major.

Il n'a jamais été employé à aucun titre par le ministère depuis l'époque où il l'a quitté.

Je n'ai pas connaissance qu'on l'ait vu au service des renseignements, sauf une fois; je connais cette circonstance de la façon suivante :

Préoccupé de la possibilité qu'il y avait à ce qu'Esterhazy se déclarât l'auteur du bordereau et de l'impression que cela pouvait avoir sur l'opinion, j'ai demandé à Henry, alors que j'étais chargé de le garder à vue dans un salon contigu du salon du ministre, s'il savait qu'il y eût eu des relations récentes entre le colonel Sandherr et le commandant Esterhazy — et je posai cette question parce qu'on m'avait dit aussi que Sandherr et Esterhazy se connaissaient.

Henry me répondit qu'il croyait qu'ils s'étaient connus en Tunisie, comme des officiers qui se rencontrent dans un poste; qu'il n'avait jamais vu Esterhazy au service des renseignements qu'une fois, en 1895, où il était venu je ne sais trop pourquoi.

Je crois avoir mis dans le rapport que j'ai fourni à ce sujet que c'était pour apporter un renseignement qu'il aurait recueilli par hasard; mais je ne suis pas autrement sûr de l'expression que j'ai employée.

C'est une page de rapport qui a été faite après coup, sur la demande du ministre, et que j'ai faite très rapidement.

Henry, à ce moment-là, seul avec moi, ne sachant pas ce qui allait se passer, ni quelle décision on prendrait à son égard, n'ayant d'ailleurs aucune raison pour ne pas dire la vérité, a été certainement sincère; je le crois, du moins.

Le président. — Avez-vous connaissance des démarches qui auraient été faites par Esterhazy, en 1895 ou 1896, pour entrer au ministère ?

Le général Rogot. — Ces démarches ont été faites, en effet, mais en 1896.

Le régiment d'Esterhazy devait quitter Paris après les manœuvres d'automne, et les régiments qui changent dans ces conditions ne rentrent pas à Paris : ils vont directement du point de dislocation des manœuvres à leur garnison en province.

Esterhazy devait donc quitter Paris fin août 1896, pour aller aux manœuvres et ne plus rentrer à Paris.

Or, Esterhazy trouvait beaucoup plus agréable d'être en garnison à Paris qu'à Rouen. Il a fait des démarches pour entrer au ministère — et il ne pouvait être employé au ministère, n'étant pas breveté, qu'à la direction de l'infanterie (2^e bureau) ou qu'au service des renseignements.

Il a demandé l'un ou l'autre; je crois pouvoir dire, sans en être absolument sûr, qu'il a demandé de préférence la direction de l'infanterie.

Le président. — Savez-vous si le colonel Henry et Esterhazy se connaissent et avaient des rapports ensemble ?

Le général Rogot. — Je ne peux pas l'affirmer d'une façon absolue. Mais je ne le crois pas.

D'après tout ce que je sais de l'affaire et des premiers rapports qui ont existé entre Henry et du Paty, je suis porté à croire, d'une façon très ferme, qu'Henry et Esterhazy ne se connaissent pas.

Henry n'a été en rapport, à ma connaissance, avec Esterhazy que postérieurement au procès Zola et dans les circonstances suivantes :

Henry avait, à la Cour d'assises de la Seine, donné un démenti à Picquart et devait se battre en duel avec lui.

Le commandant Esterhazy, qui voulait aussi se battre avec Picquart, avait réclamé la priorité de la rencontre.

Henry avait eu le tort de lui céder son tour et, personnellement, quand je l'appris, je lui en fis le reproche. C'était lui qui devait une réparation au colonel Picquart et il n'avait pas le droit de céder son tour à un autre.

A la suite de ce reproche, Henry demanda un rendez-vous à Esterhazy qui lui donna comme lieu de rendez-vous l'adresse de la fille Pays. C'est ainsi qu'on a connaissance il est allé pour la première fois chez la fille Pays.

Plus tard, Esterhazy est allé chez Henry (ce qui n'amusa pas d'ailleurs beaucoup

celui-ci) pour qu'Henry lui cherchât un témoin pour son duel avec Picquart. Et je ne crois pas qu'il y ait eu d'autres relations entre eux.

A ma connaissance, il n'y en a pas eu pendant la période du procès Esterhazy.

Le président. — Savez-vous si Esterhazy aurait eu des rapports avec Dreyfus ?

Le général Rogot. — Je l'ignore absolument et je serais porté à ne pas le croire.

Le président. — Quelle a été la nature des rapports entre Esterhazy et du Paty ?

Le général Rogot. — Il y a eu, de la part du colonel du Paty, au cours du procès Esterhazy, et antérieurement à ce procès, des agissements répréhensibles qui ont été ignorés de ses chefs — j'entends par ses chefs, le général Gonse et le général de Boisdeffre.

Je n'étais pas le chef de du Paty, je n'avais jamais affaire à lui; je n'étais, d'ailleurs, aucunement mêlé aux affaires, et je n'ai appris ses agissements qu'au cours de l'enquête que j'ai faite moi-même.

Je sais que du Paty a eu des relations avec Esterhazy au cours du procès, à l'insu de ses chefs — et contrairement aux ordres qu'il en avait reçus.

Je suis à peu près certain que la première entrevue entre du Paty et Esterhazy doit être du 31 octobre.

Le commandant Esterhazy a dit qu'il avait eu des entrevues avec une soldat d'abord, puis avec Esterhazy, je crois, dont deux dans la deuxième quinzaine d'octobre et deux en novembre.

C'est dans une des entrevues de fin octobre que la dame voilée lui aurait remis la pièce appelée le *document libérateur*; cette pièce aurait été soi-disant envoyée à Londres d'abord.

Bref, Esterhazy en aurait été détenteur pendant une quinzaine de jours et l'aurait rapportée au ministère le 14 novembre.

Il est complètement faux qu'Esterhazy ait eu cette pièce en sa possession pendant si longtemps. J'estime qu'il ne l'avait jamais vue quand on l'a rapportée au ministère.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a trompé son propre avocat à ce sujet et lui a montré une pièce qui n'était pas la photographie.

M. Tézenas, mis en présence de la vraie photographie, a reconnu le fait devant moi, dans le cabinet du ministre de la guerre.

La manière dont le document est rentré au ministère est la suivante : le 14 novembre, vers onze heures à onze heures et demie du soir, un individu dont le signalement se rapporte à celui d'Esterhazy est venu à l'hôtel du ministre, 14, rue Saint-Dominique, disant avoir une lettre très importante à remettre au ministre lui-même.

Cette lettre a été remise par le garçon de bureau de service à l'officier d'ordonnance du ministre, de service ce jour-là.

L'officier de service voyant la mention (*secret et personnel ou confidentiel*) n'aurait pas la lettre; mais, peu de temps après, le chef du cabinet, général de Torcy, rentrant au ministère et passant, comme il avait l'habitude de le faire, par le cabinet de service avant de monter chez lui, reçut de l'officier de service, le capitaine Nourrisson, la lettre qu'on venait d'apporter.

Il ouvrit la première enveloppe qui était en papier bulle, fermée à la cire noire par un cachet armorié qui doit être le cachet d'Esterhazy.

Dans cette enveloppe se trouvait une lettre, à l'adresse du ministre, et une seconde enveloppe fermée de la même manière que la première et contenant la pièce dite, depuis, *document libérateur*.

Le général de Torcy, voyant qu'il s'agissait de l'affaire Esterhazy dont il ne s'était jamais occupé, replaça le tout dans une enveloppe qu'il ferma et qu'il remit à l'officier de service.

La lettre fut remise le lendemain au ministre, le général Billot.

Telle est la manière exacte dont la pièce est rentrée au ministère, d'après une enquête faite par mes soins et au cours de laquelle j'ai interrogé successivement les garçons de bureau du cabinet du ministre, le capitaine Nourrisson, et demandé des renseignements par écrit au général de Torcy qui avait, à ce moment, quitté le ministère.

Si la version que donne Christian Esterhazy est ce que l'on m'a dit, cette version est absolument inexacte.

J'ai, d'ailleurs, de fortes raisons pour suspecter le témoin.

Il aurait dit, en effet, devant le juge d'instruction Bertulus, que du Paty avait remis ce document à Esterhazy sur le plan des Invalides, entre six et sept heures du soir, et qu'Esterhazy serait allé immédiatement le porter au ministère de la guerre, surveillé par derrière par du Paty voulant s'assurer, ainsi, que le document ne s'égarait pas.

Ce témoignage est en contradiction formelle avec les faits.

Je suis porté à croire, d'après cette contradiction, que Christian Esterhazy a su certainement qu'il y avait eu des relations entre du Paty et son oncle, mais qu'il a inventé une partie de sa déposition.

Le témoin est tout à fait suspect au point de vue de la moralité : c'est le neveu d'Esterhazy, que son oncle voulait marier, avec une tache si grosse fût-elle, pourvu qu'elle ne fût pas d'une notoriété aveuglante.

Je connais d'ailleurs les conditions dans lesquelles le témoignage de Christian Esterhazy a été recueilli.

Christian Esterhazy, voulant se venger de son oncle, est venu à Paris et s'est rendu chez M. Herbin, avocat à la Cour d'appel, qu'il avait connu à Royan. M. Herbin l'a conduit chez M. Labori.

On a commencé à interroger Christian, puis, dans une deuxième entrevue, à laquelle assistait M. Trarieux, on a continué à interroger ce témoin qui a été envoyé quelques jours après (une dizaine de jours, je crois) faire sa déposition chez M. Bertulus. Christian Esterhazy est sorti de ces entrevues avec la conviction (absolument erronée selon moi) qu'on lui avait offert, en sous-entendu, de l'argent pour déposer.

Il est même allé jusqu'à dire que ça irait au million.

Je n'ajoute pas la moindre confiance en ce propos.

Je ne crois ni à une offre d'argent quelconque, ni à une offre d'un million; mais je tire du fait la conclusion que M. Christian Esterhazy, sortant d'une entrevue avec des hommes honorables, a

pu croire qu'on lui avait offert de l'argent pour faire sa déposition; que sa conscience n'en a nullement été alarmée, et qu'il a même envisagé avec plaisir la proposition de recevoir un million.

Je suspecte donc profondément le témoin et je n'ajoute foi qu'à celles de ses affirmations qui sont confirmées autrement.

Je suis, néanmoins, en ce qui me concerne, persuadé que la pièce appelée *document libérateur* a été remise à Esterhazy par du Paty.

Je suis persuadé aussi que c'était une pièce qu'il avait conservée du procès de 1894.

M'ajoutai, pour établir cette affirmation, sur les faits suivants :

Lorsque les journaux, au début de l'affaire Esterhazy, ont commencé à parler de la pièce dont il s'agit, la conversation suivante eut lieu dans les bureaux du général Gonse, entre le général, Henry et du Paty.

Le général Gonse demandait quelle pouvait être la pièce dont parlait Esterhazy, et on se demandait vainement de quoi il s'agissait, lorsque du Paty dit incidemment : « A moins que ce ne soit la pièce *« Ce canaille de D... »*. Or, ni le général Gonse, ni Henry ni personne n'aurait pensé spontanément à cette pièce.

Henry a même dit, sur le moment : *Que pourrait-il faire de cette pièce ? Et en quoi établirait-elle son innocence ?*

C'est l'étonnement exprimé par Henry dans cette circonstance qui a fait qu'il s'est souvenu du fait pour me le révéler, quand je faisais mon enquête, et j'en ai obtenu confirmation auprès du général Gonse.

Il est vraisemblable que du Paty, qui en avait l'idée, était celui qui l'avait remise. C'est du moins l'idée que je me suis formée à partir du jour où j'ai connu cette conversation.

Il me paraît à peu près certain que la pièce n'a fait aucun séjour entre les mains d'Esterhazy, qu'il ne l'a probablement jamais vue, qu'il s'est contenté de préparer d'avance la lettre et les enveloppes qu'on lui avait dit de préparer; mais il est probable que du Paty, dans une entrevue précédente, lui avait parlé du document et lui avait promis de le lui remettre, à un jour donné, pour sa défense.

J'ai pu, en outre, me procurer la certitude que la lettre du 20 octobre 1897, signée *Esperanza*, et dans laquelle on prévenait Esterhazy de la campagne qui allait être entreprise contre lui, est de du Paty.

Je sais, en effet, que, le 16 octobre, du Paty est allé au service des renseignements, et qu'il a demandé, sous un prétexte quelconque, l'adresse d'Esterhazy; qu'on l'a renvoyé à l'agent chargé de la surveillance d'Esterhazy, et que celui-ci lui a donné l'adresse d'Esterhazy à Dommarin-la-Planchette.

On m'a même dit (je n'ai pas pu vérifier le fait) que l'adresse de la lettre donnée par l'agent était caractéristique et différait de l'adresse usuelle : je conclus de ce fait que c'est du Paty qui a écrit quatre jours après.

J'attribue également à du Paty une lettre et une carte-télégramme, par lesquelles le général de Boisdeffre, chef d'état-major, a été mis au courant de ce qui se préparait contre Esterhazy.

Cette lettre et cette carte, conçues dans la même manière que la lettre signée *« Esperanza »* doivent être du 22 et 23 octobre.

Le président. — A quelle cause pouvez-vous attribuer l'attitude de du Paty dans toutes ces circonstances ?

Le général Rogot. — Le commandant du Paty de Clam, après avoir été très lié avec le commandant Picquart, s'est brouillé avec lui, au cours

des malades dans la défense d'Estherazy.

En ce qui concerne l'affaire Dreyfus, je ne vois pas qu'ils aient pu avoir une influence quelconque, attendu que si le Conseil de guerre a acquitté Esterhazy, c'est qu'on n'a apporté contre lui aucune preuve.

La Cour a paru attacher de l'importance aux démarches qui ont été faites par Esterhazy pour se faire attacher au ministère de la guerre au moment où son régiment quittait Paris.

J'ai expliqué pour quelles raisons il avait fait ces démarches, et j'ai omis de dire qu'elles avaient toutes été faites par l'entremise de ses chefs naturels, ou bien par celle d'un officier d'ordonnance du général Billot.

Je sais, notamment, qu'Esterhazy a écrit à ce sujet au commandant Thévenet, alors attaché au cabinet du ministre.

Esterhazy, qui ne se doutait pas, d'ailleurs, de ce qui se passait à ce moment au service des renseignements, n'a pas fait de démarches à l'état-major de l'armée, ou du moins j'ai cherché, sans les trouver, les traces de ses démarches.

Il me paraît évident (et c'est ce point que je voulais faire ressortir) que si Esterhazy avait connu soit le Paty, soit Henry, il n'aurait pas manqué de les intéresser à ses démarches.

Le président. — Esterhazy, dans de nombreuses publications et des lettres adressées par lui, se dit avoir toujours été l'homme de l'état-major, n'avoir fait qu'obéir et n'avoir gardé le silence sur ce qu'il savait que par respect pour la discipline et pour l'armée.

Pourriez-vous donner quelques renseignements à la Cour sur cette attitude d'Esterhazy ?

Le général Rogot. — Il s'agit de savoir d'abord si Esterhazy est de bonne foi.

Cela me paraît tout à fait douteux.

Esterhazy est en relations avec des personnages tout à fait douteux, qui même au cours de son procès l'ont inspiré et inspiré singulièrement.

Je sais pertinemment qu'il a fait une tentative de chantage : il l'a faite verbalement chez M. le général de Pellieux, commandant le département de la Seine.

La preuve de cette tentative est dans une lettre qu'il a écrite au même général de Pellieux, quelques jours après, pour dire qu'il ne dirait rien et en ayant la tentative.

Je suis persuadé, d'autre part, qu'Esterhazy est en partie de bonne foi : il est, dans cette circonstance, comme dans toutes les autres, inspiré par le Paty.

C'est d'ailleurs aussi les salons en ce moment, disant qu'il a été l'agent de ses chefs, ce qui est faux ; il cherche ainsi à sauver sa mise personnelle.

Il a probablement dit à Esterhazy qu'il agissait du consentement de ses chefs et il y a dans tous les agissements de l'un ou de l'autre une idée bien visible de compromettre l'état-major ; ils sentaient parfaitement, l'un et l'autre, que le meilleur moyen de se tirer d'affaire était de s'accrocher à des personnages plus haut placés.

La meilleure preuve, d'ailleurs, que ce qu'on appelle l'état-major dans cette affaire (c'est-à-dire le général de Boisdeffre et le général Gonse) ne pouvait être tenu par aucune espèce de crainte au sujet des révélations d'Esterhazy, c'est que jamais on ne m'a empêché de chercher la vérité dans toute cette affaire, que non seulement on ne m'a pas empêché, mais qu'on m'a fourni tous les moyens d'investigation dont j'avais besoin.

Le président. — Que savez-vous des agissements qui seraient attribués au lieutenant-colonel Picquart, alors qu'il a cru devoir se livrer à des investigations au sujet de la culpabilité de Dreyfus ?

Le général Rogot. — C'était un sujet que je n'avais pas l'intention d'aborder devant la Cour.

M. Picquart est le témoin principal dans cette affaire : sans lui il n'existerait pas. Et la Chambre criminelle n'aurait pas en ce moment à faire d'enquête.

En même temps que témoin dans cette enquête, il est accusé devant une autre juridiction, et je n'aurais pas voulu parler de charges qui pèsent sur lui, craignant de paraître vouloir affaiblir, devant la Cour, la valeur de son témoignage.

Ce témoignage, je suis prêt à le discuter, même contradictoirement.

Je ne vois aucun inconvénient à être confronté avec lui : devant la justice il n'y a pas de grade, il n'y a que des témoins.

Autant donc je suis disposé à discuter le témoignage qu'il vous apportera, autant je l'étais peu à vouloir l'affaiblir d'avance.

Mais puisque la Cour me pose la question, j'y répondrai.

J'en ai pas eu à m'occuper spécialement des agissements du lieutenant-colonel Picquart.

Quand j'ai commencé mon enquête, il avait déjà comparu lui-même devant un Conseil d'enquête et il avait été mis en réforme.

Quelle que soit mon opinion personnelle sur la mesure qui avait été prise, à ce moment, à son égard, je croyais que tout était terminé, en ce qui le concerne.

Mais j'ai eu nécessairement, pour me faire une opinion sur le fond de l'affaire, à rechercher quelles étaient les charges qui pesaient sur Esterhazy et par conséquent à m'occuper des agissements de Picquart.

C'est dans ces conditions que j'ai fait mon enquête.

Les charges que Picquart a relevées contre Esterhazy, en dehors de la question de similitude des écritures, peuvent être rangées en deux catégories :

1° Relations louches qu'Esterhazy avait eues avec l'agent d'une puissance étrangère.

2° Éléments moraux tirés de la vie privée d'Esterhazy (vie dissipée, dettes, affaires véreuses, etc.)

Je ne veux pas m'occuper de cette seconde catégorie de charges : Esterhazy n'est pas défendable sous ce rapport.

Tout ce qu'on peut dire à ce sujet, c'est qu'on peut être perdu de dettes sans être un traître.

Mais au point de vue moral tout est possible avec un homme comme Esterhazy.

Il reste à examiner purement et simplement les relations louches qu'aurait eues Esterhazy avec un agent de l'étranger.

L'accusation de M. Picquart, à ce point de vue, repose sur deux éléments :

1° Le document qu'on appelle le « petit bleu » ;

2° Le rapport d'un agent.

Je suis tout prêt à discuter sur ces deux charges, si la Cour le désire.

Je vais parler d'abord du *petit bleu*. Je crois devoir faire remarquer d'abord qu'il y a un intérêt évident à chercher quelle est la valeur de ce document, parce que s'il avait de la valeur, ce serait une preuve de relations louches, et surtout parce que c'est le seul document qui puisse prouver ces relations louches.

Esterhazy a eu des relations avouées, normales, avec un agent de l'étranger.

Il est allé deux fois, sans se cacher, dans une ambassade, pour des motifs parfaitement plausibles ; j'ai à ce sujet le témoignage de M. Picquart lui-même ; il y a, en effet, dans le dossier de l'affaire, une note de M. Picquart à l'agent chargé de la surveillance d'Esterhazy, qui est conçue en ces termes : « Le bienfaisant (c'est le terme dont Picquart se servait pour désigner Esterhazy dans sa correspondance avec l'agent) est allé deux fois au jardin (traduire : ambassade) pour des motifs d'ailleurs plausibles. » (Signé) Robert (je crois).

Par conséquent, le grief qu'on pourrait faire à Esterhazy d'être allé deux fois à cette ambassade n'existe même pas, au dire de Picquart.

Il n'y a pas eu d'autres relations, que je sache, avouées ou connues. Ces relations n'ont rien de suspect.

Par conséquent, s'il y a eu des relations suspectes, il faut en fournir la preuve ; la preuve serait le *petit bleu* ; il n'y en a pas d'autres.

Il semble donc absolument essentiel d'examiner quelle est la valeur du « petit bleu ».

La première fois que j'ai eu à examiner le *petit bleu*, au mois de mai 1898, j'ai constaté ce que tout le monde peut voir de prime abord, c'est que l'écriture n'est pas naturelle ; c'est une écriture déguisée, contrefaite, qui rend le document suspect de prime abord.

Non seulement cette écriture ne ressemble pas à celle de l'agent auquel on veut l'attribuer, mais elle ne ressemble à aucune autre écriture existant au service des renseignements et provenant de la source indiquée.

J'ai compulsé moi-même un nombre considérable de pièces : toutes sont d'écriture naturelle. Les pièces, au nombre de 1,500 à 2,000 (chiffre approximatif), comprennent toutes sortes de documents : lettres privées de toute nature et de tous correspondants.

Quand sur une collection telle, qui s'étend sur l'espace de huit ans, on trouve un jour, sans l'avoir jamais vue avant, sans l'avoir jamais revue depuis, une écriture déguisée, alors que toutes les autres sont naturelles, il y a présomption grave que la pièce ne vient pas de la source indiquée.

Je crois, pour compléter cette affirmation, devoir invoquer le témoignage de Picquart, qui, dans sa lettre au garde des sceaux, a dit lui-même : « J'ai été pendant dix-huit mois chef du service des renseignements et je n'ai jamais vu des rapports d'espion en écriture déguisée. »

Le *petit bleu* a, d'ailleurs, les apparences d'un document frauduleux.

Le nom d'Esterhazy qui figure sur l'adresse n'est pas écrit de la même manière que les autres mots de l'adresse.

Le mot « Esterhazy » paraît être de la même manière que les autres mots, mais les lettres n'y sont pas liées. De plus, dans ce mot, les lettres sont empilées et baveuses.

Le même caractère se retrouve au chiffre 7 du numéro 27 de la rue de la Bienfaisance, porté sur l'adresse.

Les photographies du *petit bleu*, faites à l'époque, reproduisent d'ailleurs bien l'original.

Les circonstances dans lesquelles le *petit bleu* est arrivé au ministère sont tout à fait suspectes.

Il me faudrait ici invoquer le témoignage de Henry, qui est suspect lui-même, bien qu'évidemment il soit sincère, dans les circonstances, par sa circonspection même.

Henry, que j'ai interrogé souvent après le procès Zola, bien que ce fût une nature grossière et passionnée, n'a jamais voulu affirmer que le *petit bleu* ne fût pas dans le paquet, de peur d'erreur possible.

Mais ce qu'il a affirmé toujours avec la plus grande netteté, c'est qu'il n'y a pas eu et qu'il n'a jamais vu de fragments du *petit bleu*.

Il est certain qu'il ne l'avait pas vu, parce qu'au moment où ce paquet est arrivé au ministère Henry est parti aussitôt après pour Nancy où l'appelaient l'affaire Boulton ; qu'il a perdu sa mère presque en même temps, qu'il est resté près d'un mois absent, qu'il n'a vu le *petit bleu* qu'au moment où des photographies de ce document sechaient dans le bureau de Lauth et qu'il a manifesté son étonnement à la vue de cette pièce.

Je crois donc avoir le droit de retenir : 1° Que le *petit bleu* révèle par son écriture même qu'il ne vient pas de la source indiquée ;

2° Que c'est un document d'apparence frauduleuse ;

3° Qu'il est venu au ministère dans des circonstances mal définies.

Je vais examiner maintenant les manœuvres frauduleuses auxquelles s'est livré Picquart, non pas, comme on l'a cru et dit jusqu'à présent, pour donner de l'authenticité à la pièce mais pour supprimer purement et simplement l'original et y substituer une photographie.

Après avoir gardé pendant quatre ou cinq jours le paquet qui lui avait été remis par Henry, Picquart le remet à Lauth pour faire reconstituer les papiers.

Bien que Picquart ait l'habitude de faire une sorte de triage et de reconstitution sommaire, afin de se rendre compte de ce qu'il y a dans le paquet, il remet le tout à Lauth sans rien dire.

Lauth trouve le *petit bleu*, le reconstitue et, comme Henry est absent, au lieu de passer par l'intermédiaire d'Henry, comme il avait l'habitude de le faire, il se rend dans le bureau de Picquart et lui dit, en lui présentant le *petit bleu* : « C'est inouï ! Y en aurait-il encore un ? »

Picquart prend le *petit bleu*, l'examine, l'enferme dans son tiroir sans rien dire et sans manifester aucun étonnement. Que devait faire, dans une circonstance pareille, un chef de renseignements ?

Se rendre immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dire : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Le général Gonse, qui est un homme d'ordre, ne se contente pas de dire : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

Il se rend immédiatement chez son chef, le général Gonse, et lui dit : « Voici ce qu'on vient de trouver. Ce commandant Esterhazy est suspect, nous allons ouvrir une enquête sur lui. »

J'ai oublié de dire que le *petit bleu* est arrivé au ministère très probablement à la fin de février ou au plus tard dans les premiers jours de mars. Cela peut s'établir par l'absence d'Henry et le procès Boulton.

Picquart garde le *petit bleu* dans son tiroir, sans en parler à personne.

Il en parlera, pour la première fois, au général de Boisdeffre le 6 août et au général Gonse au commencement de septembre.

Ne pouvant expliquer pour quelle raison il a tardé ainsi cinq ou six mois à rendre compte à ses chefs, il a altéré gravement la vérité sur ce point. A cinq reprises différentes (enquête Pellieux, enquête Ravary, procès Esterhazy, procès Zola, et probablement l'instruction Fabre), il a déclaré avoir reçu le *petit bleu* d'abord au milieu du mois de mai, puis au commencement.

Je crois, sans en être certain, qu'au cours de l'instruction Fabre, et tout au moins au cours de l'instruction actuelle, il a été obligé de reconnaître qu'il avait reçu le *petit bleu* au commencement de mars.

Il allègue évidemment la possibilité qu'il a eue de commettre, à deux ans de distance, une erreur de date semblable ; mais on ne peut guère lui accorder le bénéfice de cette erreur, parce que, dans le rapport qu'il a fourni au général Gonse à la date du 1^{er} septembre 1896, rapport d'une importance capitale, parce que c'était un acte d'accusation contre Esterhazy, il a commis la même erreur et dit que le *petit bleu* était arrivé fin avril.

Il a commis une autre erreur plus significative.

Il a dit, au cours du procès Zola, qu'il n'avait sérieusement commencé à surveiller Esterhazy qu'au mois de juillet, et que ses recherches auraient été interrompues par un deuil de famille.

A part le deuil, tout est inexact.

Si la surveillance n'avait été exercée sérieusement qu'en juillet, on ne pourrait pas trouver, dès le 17 avril, un rapport des plus circonstanciés de l'agent chargé de la surveillance.

Il est à remarquer, d'autre part, que le 8 avril Picquart a donné à cet agent des instructions si précises et si détaillées sur Esterhazy qu'il devait être déjà lui-même très documenté sur le personnage, et il n'avait pu recevoir, à ce moment, aucun renseignement par une voie connue, attendu qu'il n'a vu le commandant Curé (auquel il a parlé d'Esterhazy) que dans la deuxième quinzaine d'avril.

Quoi qu'il en soit, Picquart, après avoir conservé le *petit bleu* dans son tiroir pendant une douzaine de jours (je crois), le donne à Lauth pour le photographier, en lui recommandant de faire disparaître les traces de déchirures.

Il a donné, au sujet de cette recommandation, les raisons suivantes au procès Zola :

La première, la moins importante, dit-il, est qu'une photographie est plus lisible quand les traces de déchirures n'y apparaissent pas ; dans tous les cas, s'il agissait dans ce but, il était complètement inutile d'obtenir le fini du travail qu'il exigeait et qu'on n'a jamais pu arriver à obtenir.

La deuxième raison est tout à fait puérile : il voulait, dit-il, éviter les indiscrétions qui pouvaient être commises ; en voyant des photographies avec des traces de déchirures, on se serait douté d'où la pièce venait ; mais il n'avait à montrer ces photographies à personne qu'au général Gonse, et il était même complètement inutile de faire une photographie.

Il parle à ce sujet du bordereau de 1894, et il y avait une raison majeure de photographier ce bordereau, c'est qu'il fallait en identifier l'écriture avec celle de quelqu'un et qu'il fallait à cet effet remettre des photographies aux chefs des différents bureaux de l'état-major et aux différents directeurs. Il n'y avait ici aucune raison de photographier le *petit bleu* ; il n'y avait qu'à montrer l'original, comme on l'aurait produit en justice.

Le but était tout autre, comme je l'indiquai tout à l'heure.

Quoi qu'il en soit, Lauth s'évertue à photographier le *petit bleu* en faisant disparaître les traces de déchirures.

Demande de l'un des conseillers. — Il a été dit par le colonel Picquart, au cours du procès Zola, que l'on avait pris soin de faire disparaître les déchirures du bordereau, au moment où ce document a été photographié. Cette assertion est-elle exacte ?

Le général Rogot. — Je ne connais pas de photographies du bordereau sur lesquelles on ait fait disparaître les traces de déchirures, à moins qu'elles n'aient été faites après le procès ; car, au moment où le bordereau est arrivé au ministère, on l'a photographié très rapidement, en quelques jours, pour pouvoir faire l'enquête au sujet de l'écriture immédiatement.

Je répète qu'en tout cas il y avait intérêt, pour le bordereau, à faire cette opération, parce qu'il devait circuler dans toutes les mains, tandis qu'il n'y avait aucun intérêt à le faire pour le *petit bleu* qui ne devait pas circuler et dont personne ne devait voir la photographie.

Le président. — En admettant par hypothèse qu'il fût nécessaire de faire photographier le *petit bleu*, était-ce au colonel Picquart, chef de bureau, qu'il appartenait de prendre cette initiative ? Ne devait-il pas, d'abord et avant tout, en référer à ses supérieurs, soit le général Gonse, soit le général de Boisdeffre ?

Le général Rogot. — Je réponds qu'il devait d'abord et immédiatement montrer l'original à ses chefs, alors qu'il est constaté qu'il en a parlé pour la première fois cinq ou six mois après.

Le président. — Est-il incorrect que le chef du bureau des renseignements prenne sur lui de faire une photographie, de son initiative personnelle ?

Le général Rogot. — Ce n'est pas incorrect s'il s'agit d'une pièce quelconque. C'est absolument incorrect s'il s'agit de photographier une pièce mettant sur la trace d'un acte de trahison, avant d'en avoir parlé à son chef. Pour ma part, je n'aurais pas pris sur moi de faire photographier la pièce sans en avoir référé à mes chefs.

Le président. — N'a-t-on pas fait photographier la pièce « cette canaille de D » et dans quelles circonstances ?

Le général Rogot. — Je suis persuadé que la pièce en question a immédiatement été montrée en original aux chefs qui devaient la connaître et qu'elle a été photographiée par leur ordre : je ne sais

ni dans quelles circonstances, ni à quel moment.

(La séance est suspendue à midi.)

REPRISE DE LA SÉANCE A DEUX HEURES

Le général Rogot, continuant sa déposition. — M. Lauth s'évertue à photographier le *petit bleu* en faisant disparaître les traces de déchirures. Il s'adjoint même pour ce travail le capitaine Junk, qui est plus au courant que lui de certains procédés photographiques.

Mais le service des renseignements est mal outillé pour de semblables travaux. Il faudrait un pupitre à retouches. On achète un pupitre à retouches sur l'autorisation de Picquart.

Malgré tout, les résultats obtenus ne sont pas très satisfaisants et Lauth, enfin impatienté, demande à Picquart pourquoi il tient tant à faire disparaître les traces de déchirures, et Picquart répond : « Je leur ai dit, là-haut, que je ne recevais plus de papiers par cette voie et je veux leur faire croire que j'ai intercepté le *petit bleu* à la poste. »

Le capitaine Junk, qui n'a pas été entendu au procès Zola, est encore plus explicite sur ce point, et j'y reviendrai tout à l'heure.

Picquart a dit, en effet, à son chef, le général Gonse, qu'il ne recevait plus de papiers par la voie que l'on sait, en donnant pour raison que c'était un jeu trop dangereux, et en ajoutant même qu'il avait rompu avec l'agent qui apportait les papiers.

Ces deux assertions étaient fausses ; il n'avait pas rompu avec l'agent et les papiers continuaient à arriver.

C'était un moyen qu'avait pris Picquart vis-à-vis de ses chefs pour rester seul maître des renseignements qui arrivaient par cette voie.

Il s'était, en même temps, vis-à-vis de ses inférieurs, assuré une liberté semblable en changeant les usages du bureau.

Sous son prédécesseur, Henry, qui recevait les papiers, était chargé aussi d'en faire le triage : il conservait les papiers en langue française et remettait directement à Lauth les papiers en langue étrangère.

On n'apportait au chef du service les documents qu'une fois qu'ils avaient été reconstitués.

Picquart change ces errements et exige que les papiers à remettre à Lauth passent d'abord entre ses mains à l'état de paquet de fragments.

C'était évidemment son droit comme chef de service ; je ne peux m'empêcher de remarquer seulement que ce n'était pas une question de principe qui le guidait, attendu qu'il y avait deux sources d'où venaient des renseignements dans le même état et par les mêmes moyens, qu'il n'a rien changé à ce qui se pratiquait pour l'une d'elles, et qu'il n'a modifié les errements du service que pour celle des sources de renseignements qui pouvait l'intéresser au point de vue de la culpabilité de Dreyfus.

Je ne veux en tirer d'autre conséquence que celle-ci : c'est qu'il s'était ainsi réservé la possibilité, vis-à-vis de ses inférieurs, comme vis-à-vis de ses chefs, tout au moins de faire disparaître des documents et, spécialement, vis-à-vis de ses inférieurs, celle d'en introduire.

Au sujet de cette conversation entre Picquart et ses subordonnés (conversation qui eut lieu deux fois certainement), le capitaine Junk dit à Picquart :

— Mais en justice, c'est l'original qu'il faudra produire.

Et Picquart répond : — Non, puisque j'ai dit que j'ai intercepté le « petit bleu » à la poste, que le « petit bleu » a été photographié au passage au service des renseignements et que l'original a touché le destinataire.

Mais le « petit bleu » ne porte pas de cachet de la poste, lui fait-on observer.

Et Picquart adresse alors des invites successives à Lauth d'abord, puis à Gribelin, pour faire apposer un cachet antidaté de la poste sur le *petit bleu*.

L'un et l'autre se refusent à cette négociation.

Je sais bien qu'à l'égard de Gribelin, Picquart a posé une question, non point comme s'il s'agissait d'apposer le cachet sur le *petit bleu*, mais sur une lettre quelconque ; mais il n'est pas douteux qu'il s'agissait du *petit bleu* dans l'esprit de Picquart, ou du moins que tout le monde l'a ainsi compris au bureau, puisque dans une conversation ultérieure, entre Junk et Gribelin, Junk fit à ce dernier la réflexion suivante : « Si encore il voulait faire apposer le cachet de la poste sur un *petit bleu* n'ayant pas servi, c'est-à-dire sur un imprimé de carte-télégramme, on pourrait peut-être demander cette complaisance. » Il s'agissait donc couramment au bureau de faire apposer le cachet sur le *petit bleu*, et Gribelin ne l'avait pas compris autrement.

Je suis persuadé d'ailleurs que tous ces braves gens ne se rendaient pas compte, à ce moment, des manœuvres de leur chef et qu'ils servaient ses desseins par devoir de bons serviteurs.

Mais les faits existent, indépendamment de l'interprétation qu'on leur donne. Pendant qu'on était, d'ailleurs, en discussion dans l'intérieur du bureau, sur ce point, Lauth qui, je crois, l'avait déjà dit dans une première conversation, demanda à Picquart : « Si vous désirez avoir intercepté ce « petit bleu » à la poste, qu'est-ce qu'il vous faut ? »

Et Picquart répond : « Vous serez là pour certifier que l'écriture du « petit bleu » est celle de l'agent. »

Or cette écriture déguisée n'a aucun rapport avec celle de l'agent dont il s'agit, et Picquart ne peut pas l'ignorer, puisqu'il connaît l'écriture de l'agent, qu'il en a eu de nombreux spécimens sous les yeux, et que certaines traductions, tout au moins, sont annotées de sa propre main.

Mais, cette fois, Lauth s'indigne, il refuse de certifier quoi que ce soit ; il s'empare d'une exclamation (« Jamais de la vie ! », je crois) dont le bruit, passant à travers la cloison, va frapper le capitaine Valdun qui travaillait dans la pièce voisine.

A la sortie de Lauth, Valdun et Junk lui demandent ce qui vient de se passer, et Lauth répond, encore indigné : « Il voudrait me faire certifier que l'écriture du *petit bleu* est celle de telle personne ! »

Et ce que Lauth a refusé de faire, Picquart — sans excuse cette fois, car il était au moins prévenu par Lauth — ne craint pas de le faire lui-même, car il a affirmé au général de Boisdeffre d'abord, et au

général Gonse ensuite que l'écriture du *petit bleu* était celle de l'agent dont il s'agit.

Je ne sais pas ce que le général de Boisdeffre a pu répondre ; mais je sais bien que le général Gonse n'en a pas cru un mot.

Voilà l'histoire du *petit bleu*.

Je ne veux pas conclure, parce que je ne veux pas avoir l'air de faire un réquisitoire.

La Cour appréciera.

M. Picquart a donné comme autre charge contre Esterhazy qu'un agent lui aurait dit qu'un officier supérieur trahissait ; cet officier supérieur, dont on n'a pas donné le nom, aurait été, pour lui, Esterhazy.

Voici ce qui s'est passé à ce sujet : On pourrait croire, d'après l'assertion de M. Picquart, que c'était un agent à nous. Il n'en est rien.

Un nommé R. C., agent d'une puissance étrangère qu'on avait essayé en diverses circonstances de gagner, sans succès d'ailleurs, fit des ouvertures de lui-même, en 1896.

Picquart désira envoyer deux officiers de son service s'aboucher avec cet agent. Il leur donna des instructions avant leur départ, dans lesquelles était marquée d'avance la préoccupation d'obtenir de cet agent le renseignement concernant l'officier supérieur qui trahissait. Ce fut Henry et Lauth qui furent désignés dans cette mission.

L'entrevue eut lieu dans une ville étrangère.

à classer des papiers de l'affaire, et qu'on ne voulait pas initier d'autres officiers quelconques à la connaissance du dossier.

J'ai remarqué, ou je crus remarquer, pendant cet examen se faisait au cabinet du ministre, qu'Henry manifestait quelques traces d'inquiétude : certainement, son attitude à mon égard et sa manière de me regarder n'étaient pas celles habituelles.

La Cour saut, par un rapport de moi qui est très circonstancié, comment le capitaine Cuiquet s'aperçut, un soir, par hasard, que certains indices rendaient la pièce suspecte.

Il me fit part de son impression avec une grande émotion, dès le lendemain matin. C'était le dimanche 24 août.

Dès que j'eus vérifié, moi-même, la remarque faite la veille par le capitaine Cuiquet, j'allai rendre compte, extrêmement ému moi-même, au ministre qui, sans voir les pièces et sans savoir encore de quoi il s'agissait, se rendit compte, à ma propre émotion, que c'était très grave.

Je ne crois pas devoir entrer dans les détails de cette découverte : ils sont consignés dans mon rapport auquel je me réfère.

Je peux ajouter, simplement, qu'après l'aveu d'Henry j'ai été chargé de le garder, dans la pièce contiguë au cabinet du ministre, et que j'ai essayé, pendant l'heure que j'ai passée avec lui, de le faire parler.

Henry, dégagé du poids qui l'oppressait, car certainement, dans la situation où il se trouvait depuis plusieurs mois, l'aveu était pour lui une délivrance, m'a parlé, je crois, très sincèrement. Dans tous les cas, il avait recommencé à me regarder en face.

J'ai essayé surtout de savoir s'il avait eu un complice.

Il m'a toujours affirmé que non, avec la plus grande énergie ; mais je ne suis pas très sûr, cependant, qu'il n'ait pas eu quelque insinuation. C'est une simple impression que je donne à la Cour.

Ce que je puis dire à la Cour, c'est que les chefs auxquels j'ai fait part de cette découverte m'ont paru tellement atterrés, j'ai vu sur leur visage une expression de stupeur et de douleur, j'ai vu leur attitude, pendant l'interrogatoire d'Henry dans le cabinet du ministre, si conforme aux mêmes sentiments, qu'il était impossible de soupçonner qu'ils eussent jamais pu avoir l'idée que la pièce était fautive.

Et, si je crois devoir faire cette déclaration, c'est qu'il m'a paru que les passions excitées par cette malheureuse affaire n'ont pas craint d'insinuer qu'Henry n'avait pas fait son faux tout seul.

J'ai une opinion sur la genèse de ce faux.

Henry était un très brave soldat, d'extrême humilité, qui n'avait qu'une instruction primaire, qui était certainement inférieure à la situation qu'il occupait, et qui s'y était trouvé surtout inférieur à l'époque de crise qu'il a traversée.

Les chefs d'Henry, le général de Boisdreffe, parce qu'il ne voyait pas les services de près (sa fonction s'y opposait d'abord), le général Gonsse, par le scrupule d'une conscience timorée, étaient, je crois, dans un état particulier devant les agissements de Picquart.

Henry qui connaissait ces agissements, et qui connaissait bien aussi son chef direct et les scrupules de sa conscience, a pensé, sans doute, qu'il n'opposerait pas une résistance suffisante à ce qu'il croyait être une machination dangereuse, et il a fait cette pièce, sans se rendre compte de l'énormité de l'acte, pour rassurer ses chefs, comme il l'a dit lui-même dans son interrogatoire. Et il ne croyait pas commettre un si grand crime, parce que son acte, postérieur de deux ans au procès Dreyfus, ne changeait en rien la situation du condamné (pour lui), parce qu'il croyait, le malheureux, que la pièce ne sortirait jamais de son service, et enfin (de cela, je suis sûr), parce qu'il croyait ne faire que consigner par écrit la conversation qui s'échangeait à ce moment entre les deux correspondants.

Il me l'a dit en propres termes et voici sur quoi il se basait.

Il savait par le rapport d'un de ses agents qu'il y avait échange de vues journalières à ce moment-là entre les deux correspondants.

On avait une lettre qui prouvait l'intérêt qu'ils avaient à se rencontrer et à se concerter ; on en avait une autre qui semblait encore plus significative, bien qu'aucun nom ne fût prononcé.

Il a vu dans ces indices un état d'esprit qui correspondait à la lettre qu'il a fabriquée et qui s'encadrerait, d'ailleurs, tellement bien dans la correspondance qu'elle a trompé M. Cavaignac, qui avait pourtant étudié la question avec soin.

Si on a donné à la Cour d'autres explications (ce que je ne sais pas), les témoins qui auraient exprimé une opinion différente n'étaient certainement pas en mesure de connaître comme moi la personnalité d'Henry et les mobiles qui ont pu l'inspirer.

Le président. — Henry savait-il que M. Cavaignac allait, dans son discours, se servir de la pièce qu'il a reconnue plus tard avoir falsifiée ?

Le général Roget. — Je ne peux pas l'assurer à la Cour, mais je crois qu'il l'a su.

A ce moment, je n'avais aucune fonction auprès du ministre et je ne sais pas exactement comment il a préparé son discours.

Le président. — Il est une autre circonstance dans laquelle les scrupules d'Henry, à l'endroit de cette pièce, avaient pu s'éveiller : c'est au procès Zola, lorsque le général de Pellieux l'a invoquée et que le lendemain le général de Boisdreffe a confirmé son existence.

A ce moment déjà, le lieutenant-colonel Picquart avait déclaré que c'était un faux.

Le général Roget. — L'affirmation de M. Picquart que la pièce était un faux a paru à tout le monde être une affirmation gratuite, puisqu'il ne la connaissait pas.

Il n'aurait pu être fondé à déclarer que c'était un faux que s'il avait pu consulter, dans l'interim, le correspondant.

D'après ce que je sais de l'affaire, je crois qu'il ne la connaissait pas, et je crois simplement que le général Billot, alors ministre de la guerre, dans son cabinet, en présence du général de Boisdreffe et du général Gonsse, a fait allusion, non pas à la pièce, mais à un renseignement qu'il avait reçu et qui

confirmait sa conviction que M. Picquart faisait fautive route en cherchant à substituer Esterhazy à Dreyfus.

La pièce a été montrée au général Gonsse à un moment où Picquart était absent pour deux ou trois jours, et comme il était entendu à ce moment que Picquart allait quitter le ministère (son ordre de mission était déjà signé), on avait résolu de ne pas lui en parler.

En ce qui concerne les conversations dont M. Picquart a parlé dans sa déposition devant M. Bertulus et qu'il aurait eues avec le général de Boisdreffe et le général Gonsse, je déclare n'en avoir pas connaissance.

Je déclare également que la manière dont il présentait l'affaire dans sa lettre au garde des sceaux n'est pas exacte, qu'il n'a pas rencontré le général Gonsse en sortant de chez le ministre, le général Gonsse étant avec lui chez le ministre.

Le président. — Après l'arrestation d'Henry et dans le trajet au Mont-Valérien, il a tenu au colonel Ferry, qui l'accompagnait, le propos suivant :

— Quel malheur d'avoir rencontré de pareils misérables !

De qui a-t-il voulu parler ?

Le général Roget. — J'imagine qu'il parlait de Picquart et de du Palay.

Le président. — Dans la dernière lettre écrite par Henry à sa femme, au Mont-Valérien, il s'exprime ainsi : « Je vois que tout le monde, sauf toi, va m'abandonner, et, cependant, tu sais dans l'intimité de qui j'ai agi. Je suis absolument innocent. On le sait, et tout le monde le saura plus tard, mais en ce moment, je ne puis parler ». Pourriez-vous éclairer la Cour sur les raisons qui, en ce grave moment, ont déterminé le silence d'Henry ?

Le général Roget. — C'est moi qui ai ouvert cette lettre en présence de l'officier de police judiciaire que je m'étais fait adjoint.

J'y ai vu simplement le récit fait à sa femme d'un malheureux, convaincu de crime, pour se disculper.

Je ne connais rien dans l'affaire qui m'autorise à avoir une autre opinion. C'est l'impression que j'ai éprouvée au moment où j'ai ouvert la lettre.

Demande faite par un conseiller. — Je prie le général Roget de vouloir bien expliquer sur la portée de la phrase de son rapport relative aux déclarations qui lui auraient été faites par Henry sur l'origine du bordereau.

Le général Roget. — Henry m'a dit quelle était l'origine du bordereau que je connaissais déjà ; j'ai employé, moi, l'expression : par la voie ordinaire, qui était absolument significative pour le ministre et qui me paraissait aussi significative pour toutes les personnes qui pouvaient lire mon rapport, étant donné que, depuis que l'affaire est pendante, on a tellement fait allusion souvent à cette voie, que je la croyais connue de tout le monde.

Mon rapport était fait pour le ministre : il n'avait pas besoin d'être plus explicite et on en a tiré certainement des interprétations qu'il ne comportait pas et qui ont pu faire porter la suspicion sur l'origine du bordereau.

La lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Général ROGET.

Échos

La Température

La belle journée d'hier semble nous remettre au beau temps, malgré les quelques nuages qui courent dans l'espace. La pression est très élevée, et la hauteur barométrique atteint 770 mm dans le centre de la France, notamment à Paris. Il n'est signalé de pluie nulle part. La température s'est relevée : à Paris, elle donnait hier 10° dans la matinée et 18° dans l'après-midi. Le temps est donc très doux, le ciel nuageux, mais au beau. Dans la soirée, le baromètre restait à 769 mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 14° ; à midi, 16°. Temps splendide.

Les Courses

A 2 heures, Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de Montesson : Pradas.
Prix de Champagne : Muté.
Prix d'Orgeval : Saint-Médard.
Prix Lagrange : Holocauste.
Prix Palmiste : Hatto.
Prix de Villechétive : Militaire.

CONCOURS HIPPIQUE

A 9 heures du matin : Examen d'équitation pour jeunes gens de dix à vingt ans. — A 1 heure : 1^{re} classe, 2^e division, chevaux attelés seuls. — A 3 heures : Sauts d'obstacles, Prix de l'Omnium.

LA DÉPOSITION DE M. LE GÉNÉRAL ROGET

Si nous étions assez peu honorés pour prendre exemple sur les singuliers industriels de presse qui nous honorent de leurs injures ou de leurs dénégations ; si dans l'affaire qui passionne les esprits, nous n'étions pas uniquement guidés par le souci de la vérité et par le désir de la faire connaître au public, sans même nous inquiéter de l'issue des débats devant la Cour de cassation, il nous aurait été bien facile de nous comporter, vis-à-vis de la déposition de M. le général Roget, comme quelques-uns de nos déloyaux concurrents se comportent vis-à-vis de certains documents. Ils les suppriment, les tronquent ou les défigurent sous prétexte de les résumer.

Nous avons donc donné la déposition du général Roget qu'il nous a fournie dans la démonstration de l'innocence de Dreyfus, comme nous donnerons la démonstration mathématique de cette culpabilité si elle était dans l'enquête.

Je désire aller plus loin et dire que cette déposition du général Roget émane visiblement d'un homme des plus intelligents, d'un esprit des plus ouverts, et qu'elle est de nature à contre-balancer, auprès de ceux qui jugent un peu vite, certaines dépositions favorables au condamné.

Malheureusement — ou heureusement, selon le point de vue auquel on se place — elle est précédée d'un petit préambule qui l'annule pour ainsi dire en face des gens qui ont appris à raisonner et qui ont l'esprit scientifique.

M. le général Roget dit : « Je n'ai été mêlé en rien à l'affaire Dreyfus. Je commandais un régiment en province quand elle a eu lieu. » Et il raconte ensuite qu'il n'est revenu au ministère qu'en 1897-98, trois ans après cette affaire dont il ignore le premier mot. Il ajoute : « J'ai fait mon enquête personnelle ; ce que j'y ai appris m'a fait désigner comme chef de cabinet de plusieurs ministres, et voici le résultat de cette enquête. »

M. le général Roget, qui a étudié l'affaire trois ans après sa conclusion, a donc vu passer sous ses yeux cette série de documents rassemblés après coup pour fortifier une accusation qui, de l'aveu de tous, a paru chanceler dès qu'on a voulu l'analyser. Cette série de documents contenait un qui a paru à M. le général Roget, et à son ministre, péremptoire, puisqu'ils l'ont exposé à l'admiration des fidèles en août dernier : c'était un faux, le faux d'Henry.

Au point de vue du bon sens, il est regrettable que M. le général Roget ait été obligé de déclarer, à la préface de sa déposition, qu'il n'avait été mêlé en rien à l'affaire. Il eût donné un gage de sécurité plus complet à la Cour et au public, s'il avait pu dire précisément le contraire de ce qu'il a dit ; à savoir : J'ai été mêlé à l'affaire depuis son début. J'étais au ministère quand le bordereau y est arrivé, et je ne l'ai pas quitté depuis. J'ai suivi jour par jour tout ce qui s'est fait et je puis en parler en connaissance de cause.

Hélas ! il y avait un officier qui pouvait dire cela. Il était tellement au courant de l'affaire qu'il avait compris la nécessité de la corser pour la rendre vraisemblable. Celui-là, ce n'est pas Déroutelle qui a arrêté son cheval par la bride ; c'est M. Cavaignac qui l'a cueilli sur son rond de cuir pour l'envoyer au Mont-Valérien, où il s'est, dit-on, coupé la gorge.

Son spectre plane sur l'enquête. — J. CORNELY.

A Travers Paris

Le Président de la République quittera Paris ce soir, à neuf heures et demie, pour se rendre à Montélimar. Le programme du voyage de M. Loubet a été ainsi arrêté :

A l'arrivée à Valence, demain à 8 h. 25 du matin, la présentation des autorités aura lieu dans une salle de la gare, ainsi que la remise des récompenses. M. Loubet sortira dans la cour de la gare, où seront assemblées les députations des corps constitués et des sociétés diverses. Le Président de la République quittera Valence à 9 heures 40 du matin et arrivera à dix heures à Montélimar. La réception des autorités aura lieu dans une salle de la gare ; puis, la remise des décorations militaires sera faite devant les troupes qui rendront les honneurs.

Le départ du cortège se fera à dix heures quinze. Arrivé à la mairie, M. Loubet recevra les autorités et remettra les récompenses et décorations. Le Président se rendra ensuite à l'hospice et regagnera son domicile à midi quarante-cinq minutes. De là, il se rendra à pied au banquet qui se terminera à trois heures. M. Loubet retournera ensuite à pied à son domicile.

La cérémonie de la partie officielle du voyage du Président de la République. Le lendemain, 7 avril, M. Loubet offrira un déjeuner intime et se rendra à trois heures au vélodrome, où il assistera à la grande course finale. Il quittera le vélodrome à trois heures et demie et reprendra le train pour Paris à quatre heures.

Le Président de la République sera de retour à Paris samedi, à six heures quarante-cinq du matin.

On a enterré avant-hier à Paris M. Berthold Zeller, professeur d'histoire à la Sorbonne. Dans sa carrière relativement courte, puisqu'il est mort à cinquante et un ans, Berthold Zeller a enrichi notre domaine historique de travaux importants, tous couronnés par l'Académie française, parmi lesquels *Richelieu et les Ministres de Louis XIII*, *Henri IV et Marie de Médicis*, et enfin *l'Histoire de France racontée par les contemporains*. C'était un savant modeste, consciencieux, profondément chrétien.

La semaine prochaine sera marquée, à l'Hôtel Drouot, par la vente après décès de la très importante collection de tableaux modernes et d'œuvres de M. Alfred Hartmann. L'exposition, qui aura lieu le 6 et le 7 et le 11 avril, occupera les salles 5, 6, 7 et 8 réunies. Le catalogue ne porte pas moins de quatre cent cinquante numéros.

Les chapeaux portés par l'impératrice Joséphine et les princesses dans *Plus que Reine* à la Porte-Saint-Martin, sont la reproduction exacte des chapeaux de l'époque, exécutée par la maison Carlier.

Nouvelles à la Main

Observation entendue à propos des cochers de petites voitures qui conduisent aujourd'hui les nouveaux flacons automobiles :

— Evidemment ils étaient prédestinés à mener un jour des automobiles, puisque depuis si longtemps on les surnommait auto...médon !

Le Masque de Fer.

Le Monde et la Ville

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— La comtesse Tornelli, souffrant tout cet hiver, et prise, pendant les premiers jours de mars, d'une violente attaque d'influenza, commence à peine à se lever pour quelques heures. Elle est toujours très faible et le médecin lui conseille un repos absolu pour quelques semaines encore.

Elle ne pourra donc pas commencer de si tôt ses réceptions du mercredi, de quatre à sept.

— Les réceptions de la princesse Jeanne Bonaparte marquise de Villeneuve, qui sont chaque hiver des plus recherchées et des plus brillantes, avaient été interrompues par la semaine sainte. Elles recommenceront le jeudi 6 avril et se continueront jusqu'au commencement de juin.

MARIAGES

— Malgré les vacances pascales, une assistance nombreuse se trouvait réunie à Saint-Louis d'Antin où l'on célébrait le mariage de notre ami et collaborateur George Grignon La Motte avec Mlle Madeleine Chack-Skalini. M. l'abbé Paul Lambert, premier vicaire de la paroisse, a donné la bénédiction nuptiale et a dit la messe, pendant laquelle ont été exécutés plusieurs morceaux d'excellente musique avec le concours de M. Francis Thomé et ses jeunes violonistes, de M. Odet et Boussagot, baryton et harpiste de l'Opéra. Reconnu parmi les assistants :

M. et Mme Polipol, M. et Mme Mlle Roosevelt, M. et Mlle Thémis, M. Vigy, enseigne de vaisseau ; M. Dubreuil-Chambardel, Mme Marie Laurent, M. Raphaël Félix, Mme Franceschi, Mme Emile Bressan, M. P. de la Roche de Milleville, M. Jules Gaston, docteur et Mme Chantemesse, M. et Mme Guyon Coulon, M. et Mme Roty, baron Legoux, M. et Mme Milet Frantz Jourdain, M. et Mme Beral-Graivil, M. et Mme Rosenbaum, MM. Arosa, M. Peyrebonne, Mme Ullmann, M. et Mme Adolphe Brissot, M. Wilbrod Chabrol, M. et Mme Méja, Mme Magnard, docteur Le Juge de Segrais, Mme Houbronne, Mme Saint-Germain, MM. et Mme Monié, Mme et Mlle Vernon, M. Cassigneul, M. et Mlle Eugène Leroux, Mme Regnal, docteur Maison, Mme Amel, M. Georges Boyer, M. Pierre Giffard, M. Sauffroy, M. et Mme Melchissade, Mme de Villers, M. et Mme Eddy, MM. Henri et Achille Duchêne, Mme Amélie Perronet, M. Dessenon, M. et Mlle Robida, marquise de Beaumont, M. et Mme Lavezzari, M. Metet de Gernon, M. et Mlle Gaboche, M. Plantier, MM. Hemon et des Longchamps, commissaires de marine ; M. Henri Robert, MM. d'Angely, Charles Lachau, Georges Labbé, Gaston Leroux, Gaston Siegler, Paul Villenot, Julien, Victor Genest, Chollet, M. et Mme Duquesnel, tous les collaborateurs du *Figaro*, etc.

DEUIL

C'est ce matin, à dix heures, qu'auront lieu les obsèques de Mme Desprez, née Bonnières de Wierre, en l'église Sainte-Clotilde.

— Nous apprenons la mort : — De M. Herbulot, conseiller municipal et président du Tribunal de commerce de Chartres, décédé en cette ville à l'âge de 69 ans ; — Du docteur Frédéric Duriau, décédé à Dunkerque, à l'âge de 69 ans ; — Du banquier Guyer-Zeller, décédé à Zurich. Surnommé le « roi des chemins de fer », il avait construit un grand nombre de chemins de fer de montagne. — Du docteur Lécuyer, ancien conseiller général de la commune de Puy-de-Dôme, décédé au Pont-du-Château, à l'âge de 53 ans ; — De M. Cabos, sous-préfet de Lescar.

— L'archiduc Ernest, général de cavalerie, chevalier de l'ordre autrichien de la Toison d'Or, est mort à Aria, où il s'était rendu pour soigner son mauvais état de santé.

Son Altesse Impériale, fils aîné de l'archiduc Rénier et de la princesse Elisabeth de Croisac, est né à Milan, le 8 août 1892. Son père, qui est l'archiduc Rénier, membre honoraire et administrateur de l'Académie impériale des sciences, et commandant en chef de la landwehr des royaumes et des pays représentés au Reichsrath.

Ferrari.

L'importance et l'étendue de la déposition du général Roget nous forcent de retarder plusieurs des principales rubriques du journal, la suite de notre feuilleton et le compte rendu de notre collaborateur M. Henry Fouquier : Plus que reine, à la Porte-Saint-Martin.

Nouvelles Diverses

LE CRIME DE CHOISY-LE-ROI

Cette affaire reste toujours à l'état de mystère.

On a cru hier tout successivement plusieurs individus susceptibles d'avoir commis ce crime odieux.

Tout d'abord le juge d'instruction de Versailles, M. Moreau, avertissant son collègue de Paris, M. Lemerrier, que le sieur Jaquet, dont nous avons raconté l'arrestation pour attentat à la pudeur sur une fillette, à Versailles-Montreuil, pourrait peut-être être l'auteur du crime de Choisy. M. Lemerrier a envoyé à Versailles un agent de la Sûreté qui a posé à Jaquet des questions précises, mais en pure perte, car le prisonnier a fourni un indéchiffrable alibi.

De son côté, l'inspecteur principal Banhe prévenait son chef, M. Cochefert, qu'un garçon de ferme de Choisy, Alexandre B..., avait tenu, en présence de témoins, des propos de nature à le faire soupçonner. B... a pu fournir, lui aussi, l'emploi de son temps le soir du crime.

Enfin, à deux heures de l'après-midi, le Parquet de Pontoise prévenait le Parquet de Paris que la nommée Plateaux, un terrassier nommé qui avait disparu de Choisy-le-Roi le lendemain de l'assassinat de la petite Martin et qu'on recherchait depuis ce temps, était tenu à la disposition de la justice.

MM. Lemerrier et Cochefert, immédiatement envoyés à Pontoise, ont interrogé sous-brigadier de la Sûreté Dol, qui a prié très poliment Plateaux de l'accompagner jusqu'au service de la Sûreté, à Paris, où sa présence était indispensable.

Voici dans quelles circonstances Plateaux a été découvert.

Après avoir quitté Choisy, il travailla sur ses chemins et gagna Pierrelaye, petite localité voisine de Pontoise. En compagnie d'un cheministe comme lui, il entra avant-hier dans une cambuse où il coucha. Hier à midi il y déjeunait en compagnie d'un ami qui lui dit :

— Dis donc, Plateaux, si nous redemandions une portion ?

La patronne de la guinguette, qui lisait les journaux et avait déjà été frappée par ce nom de Plateaux, dit à son client :

— Mais dites donc, vous, Plateaux, est-ce que vous ne seriez pas l'homme qu'on recherche pour le crime de Choisy ?

— Vous rigolez, la mère ! répondit le terrassier. Je viens, en effet, de Choisy, mais ce n'est pas moi, oh ! là ! là ! non !

— C'est égal, répliqua la débitante, vous devriez bien aller voir le maire, puisqu'on vous recherche.

— Oh ! je veux bien ; tenez, j'y vais de suite.

Plateaux sortit et il trouva les gendarmes à la porte de la cambuse. Les autorités avaient été prévenues par le cheministe.

Plateaux fut donc ramené à la Sûreté, où il arriva à cinq heures et demie. Suivant la formule consacrée, on le « cuisina » quelque peu, non sans l'avoir examiné. Il portait de nombreuses égratignures aux mains et au visage.

C'est, dit-il, que je me suis battu avec un copain à Choisy. Tenez, présentant le lendemain de ce fameux crime, vous savez, la petite fille violée !

Mais la Sûreté avait établi l'emploi de son temps le soir du crime, M. Cochefert lui dit :

— Oui, le soir de ce fameux crime, il paraît que vous étiez ivre ; on vous a vu vers huit heures, en compagnie de la tante de foie, vous avez donc du voir ce qui s'y est passé.

— Non, ce soir-là, à huit heures, j'étais couché dans une écurie appartenant à MM. Morillon et Corvol, qui, il est vrai, est distante à peine de trente mètres de la moule ; et quoique je ne me sois pas endormi de suite, je n'ai rien vu.

Cette assertion de Plateaux a été reconnue fautive. Bien d'autres dépositions qu'il dément énergiquement ont besoin d'être éclaircies. C'est pourquoi il sera gardé jusqu'à aujourd'hui.

On le voit, les présomptions relevées contre lui sont graves. De plus, il est prouvé que dimanche, il lavait dans la Seine une des deux chemises qu'il portait sur lui.

AU PARQUET

M. le juge d'instruction Fabre, chargé de l'instruction relative à la « Ligue antisémitique », a rendu hier une ordonnance renvoyant M. Jules Guérin, président de cette ligue, devant la police correctionnelle.

M. Pasquas a rendu ces jours-ci son ordonnance relative à l'affaire Déroutelle-Marcel Habert. Le dossier est en ce moment soumis à l'examen du procureur général.

Bien que les deux inculpés aient demandé à être traduits devant une Haute Cour de justice, il est des maintenant presque certain

qu'ils seront tout simplement renvoyés devant les assises.

Jean de Paris.

Figaro à la Bourse

Mardi, 4 avril.

Ma foi pour un lendemain de nocce, le marché ne manque pas d'une certaine allure. Ce n'est pas que les transactions soient extraordinairement actives ; sauf pour deux ou trois valeurs, Rio, Suez, Estéropère espagnole, elles ne sont que suffisantes. Mais enfin, il y a de l'entrain et de la bonne humeur. Nous devons cela à l'absence absolue de toute préoccupation politique, et généralement de tout thème susceptible de provoquer des variations moroses. Il n'y a guère que le groupe turc qui ait donné lieu à des manifestations de ce genre, sur le bruit, venu de Londres, d'une collision entre Turcs et Bulgares. A part cela, rien, exactement rien de fâcheux. Et pour ce qui est de la cherté de l'argent, il n'en est plus même question.

Le 3 0/0 gagne 2 centimes à 101 05, le 3 1/2 0/0 5 centimes à 103 70. Au comptant, 15 centimes d'augmentation pour l'un, 10 centimes de diminution pour l'autre.

L'Estéropère, à 60 85 après 60 95, est en nouvelle avance de 45 centimes ; voyez amélioration du change. Le 6 0/0 cubain est à 289, le 5 0/0 à 252 ; ils ont ainsi progressé d'une dizaine de francs. Le Turc C recule de 32 centimes à 26 63, le Turc D d'un peu près autant à 24 45 ; on a fait 23 85 et 23 80 au plus haut. Sur les autres fonds d'Etats, les différences sont insignifiantes, si bien que je n'ai qu'à citer les cours sans les commenter : Italien à 94 60, Russe 3 0/0 1891 à 93 95, Russe 3 0/0 1896 à 93 80, 5 0/0 Brésilien à 70, 4 0/0 à 62 60, Minas Geraes à 364, Espirito Santo à 356, etc.

Le Lyonnais monte de 891 à 897, le Comptoir de 605 à 609. Grande fermeté de la Société générale à 532, de la Banque internationale à 612, de la Banque des valeurs industrielles à 227, de la Banque foncière à 464, du Crédit foncier à 751. Les obligations au comptant se recommandent toujours par leur belle tenue ; il y a des plus-values pour la Communale 1879 à 491, la Communale 1880 à 498, la Communale 1885 à 492 50, la Communale 1892 à 491.

Le Nord s'élève de 1430 à 1436, le Lyon à 1430, le Nord à 1417. Les Chemins espagnols sont très fermes, comme tout le reste du groupe.

Le Suez, sur quelques gros achats, monte de 40 francs à 38 50. L'Oural-Volga va vivre de 570 à 580. Sur le Gaz à 1251 et la Thomson-Toulon à 1458, petites augmentations de 5 francs. La Sonarise passe de 4 875 à 4 892. Sur le Rio, 25 francs de hausse à 1050 ; à New-York, les valeurs cuprifères donnent lieu à des affaires gigantesques. La De Beers est plus faible à 704 50. Les Tramways de Tours sont fermes à 117 75, les Taverne Pousset à 204, etc.

Le Boursier.

COURRIER DES THÉÂTRES

A l'Odéon : Mlle Yvonne de Resnais avec M. Ginisty, pour la nouvelle pièce de MM. Fabrice Carré et Souzay (F. Morris),

10 et 6 a. même mais. M. C., Bd Haussmann, 60
ménage, 30 a., val. de ch. et tr. bne cuisinière, dem
pl. Bnes réf. verb. M. D., 87, boul. de Courcelles

Ménages (Suite)

Pour cause de départ, une dame du monde recommande chèrement un ménage désirant se placer comme valet de chambre et cuisinier ou concierge, ayant été six ans à son service.
Ecrire : Germain,
3, rue Boissière.

Maitres, rec. ménage a. enf. valet bne cuisinière, pour place stable. G.H.C. Farbes, 48, Sent.

Ménage, valet-mître d'hôtel et cuisinier, 28 et 29 a.m., mn, d. pl. J.V. Bouquet-Longchamps, 23.

Ménage, 26 a., val. ch. enfme de ch. sach. tr. b. service et cout. dés. attente au sep. B.B. 49 r. Blanche.

Ménage, 39 a., valet de ch. et cuisinier, dem. place, 10 et 5 a. de renseignem. M.H. 84, bd Mallesherbes.

Ménage sérieux, 28 a. cocher et cuisinier, tr. bnes réf., des. pl. Parisouenv. Ec. J.P. S.R. Duperré.

Ménage, 32 a., val. doct et très bne cuisinière, bnes référ., des. pl. Parisouenv. Ec. J.P. S.R. Duperré.

Ménage, 37 a., val. doct et 1^{re} fme de ch. et même concierge long réf. E.G.S. Nodden.

Ménage, 31 a., valet et cuisinier, demande place, 11 et 4 a. même maison. J.R.S. r. Frédéric-Bastiat.

Ménage, val. mître d'hôtel et fme de ch. fais. costumes, recom. p.mtres, dem. pl. A.B. 48, cf. St-Honoré.

Ménage, 30 a., val. dechambre et cuisinier, 4 ans même maison, dem. pl. E.M. Sav.Observatoire.

Un mître d'hôt. et fme de ch. 10 a. et 5 a. mais, quite long réf. J.D. L. 22, r. Lamoignon-S.

Ménage, cuisinier et valet de ch. 32 et 44 ans, 5 et 7 ans mêmes mais, demand. pl. 16, rue Surcouf.

Un ménage, valet ch. et fme ch. faisant costume, demande pl. Bnes réf. T. B., 14 bis, r. Marbeuf.

Ménage, 37 a., s. enf., cuisinière et valet ch., désire pl. 7 et 9 a. réf. 174, bd Saint-Germain. Q. W.

Ménage, mître d'hôt., valet fme de chambre, 30 et 35 ans, desir. pl. Réf.sér. J.G., r. Cambacérés, 16.

Ménage, valet mître d'hôt. et très b. cuisinier, 40 ans même mais. Réf.verb. des. pl. N.P. 5, rue l'Etoile.

Ménage, 35 a., val.-mître d'hôt. et cuisinière-pâtiss., longues réf. J.D. L. 22, r. Lamoignon-S.

Ménage, ex-arçordon de chev. val. et enf. cuisinier, dem. pl. Exc. réf. verb. B.S. 68, r. de Longchamps.

Ménage, val. ch. et cuisinière-fme de ch. 34 et 38 ans, 11 ans même maison. Grève, rue Scribe, 7.

Ménage, 36 ans, bon cocher ou val. ch. et bne cuisinière, dés. pl. Bnes réf. P.E. 11, rue Jean-Nicot.

Ménage, 36 a., val. mître d'hôt. et bne cuisinière, 7 et 3 a. de réf., d. pl. Parisouenv. L.R. 6, r. de Surène.

Ménage, 28 a., val. dech. mître d'hôt. et cuisinier, encoren serv. dem. pl. sér. B., 22, rue Chausat.

Ménage, 38 a., b. val. dech. et bne cuisinière dés. pl. Parisouenv. L.R. 6, r. de Surène.

Ménage, 37 a., val. ch. et cuisinière, 7 et 5 a., rec. p.mtre d. pl. Parisouenv. G.P. 58, r. Bourgogne.

Ménage, 35 ans, valet ch. mître d'hôtel bne cuisinière-pâtissière, 12 a. de réf., d. pl. A.D. 5, r. l'Etoile.

Ménage, 39 et 33 ans, valet-maitre d'hôtel et bonne cuisinière, 12 a. de réf., d. pl. G.M. 6, avenue Messine.

Ménage, valet-ch. mître d'hôtel, 28 a. et fme ch. 25 a., sach. cout., coiff., d. pl. Tr. b. réf. J.M.A. av. Messine.

Ménage, 36 a., dem. pl. val. de ch.-mître d'hôtel et bne cuisinière-pâtiss., 7 a. de réf., d. pl. Arcade.

Ménage, val. dech. et fme de ch. ou cuisinier, dem. par mailres, 32 a., C. 8, rue des Petits-Frères.

Ménage, 30 et 31 ans, valet-maitre d'hôtel-tr. bonno cuisinière, d. pl. 4 a. de réf. verb. B.C. 11, r. Lincoln.

Ménage, 35 ans, cocher et cuisinière, dem. pl. maison bourgeoise. Bnes réf. L. C. 2, place Vintimille.

Ménage, 32 et 26 ans, cuisinière et valet de ch.-mître d'hôtel, bnes réf., dem. pl. L. G. 10, rue du Cirque.

Ménage, 33 a., val.-mître d'hôtel et bne cuisinière-pâtissière, des. pl. Tr. bnes réf. D.M. 47, rue Joubert.

Ménage, 35 ans, valet et cuisinier, demande cuisine-pâtisserie, 12 a. de réf. verb. J.D. L. 22, r. Lamoignon-S.

Ménage, 32 ans, val. de ch.-cocher et cuisin.-pâtis., dem. place, Paris ou prov. G.B. 27, rue Turgot.

Ménage, 35 ans, valet de chambre et cuisinier, d. pl. Chauvel, ch. M. Vasset, 17, des Pyramides.

Ménage, 28 et 30 ans, valet-mître d'hôtel et cuisin.-pâtis., glacé, bné réf., d. pl. N. C., 15, r. Lisbonne.

Ménage, 35 ans, valet et cuisinier, 7 ans même maison, dem. place, 23, avenue Martin-Luther.

Ménage, cocher valet et cuis., fais. mén. d. pl. Paris ou camp., excel. réf. Quinity, 9, rue de Chaillot.

Ménage, 33 et 33 a., s. enf., val. mître d'hôt. et fme de ch.-couteur, 14 a. de réf. bné réf. E.C. B.R. 2, F. 2, F. 2.

Ménage, 30 ans, val. de ch.-mître d'hôtel et bne cuis., d. pl. 4 et 9 a. même mais. B.L. 12, r. de la Pompe.

Ménage, 30 ans, valet de chambre et cuisinier, dem. place, bonnes réf. P.D., rue du Rocher, 91.

Ménage, 40 ans, val. de ch. et cuisin., dem. pl. tout faire, Paris ou prov., bnes réf. A. 4, r. Cardinet.

Ménage, 34 a., val.-mître d'hôt. et cuisin., 11 ans de réf., dem. pl. M.F. 6, rue Commandant-Riviere.

Bonnes à tout faire

Bne à t. fair. 23 a., a. de réf., sach. cuis. etmém., dem. pl. ch. 1 ou 2 pers., voyag. J.C. 29, bd Ornano.

Bne à t. fair., sér. ach. tr. b. cuisine, couture, lavet repas, d. pl. Bne réf. E.N. 184, r. Courcelles.

Bonne à tout faire, 29 a., fais. cuisine soig., dem. pl. à Paris. Bnes réf. A. A., 19, r. du Dragon.

Bonne à tout faire, genre femme de ch. 19 a., dem. place. Excel. réf. L. B., rue Chausat.

Bne à tout faire, 25 a., b. cuisine, connais. serv. B. bonnes réf., dem. pl. M.M. 6, r. du Petit-Pont.

Bne à t. fr. 35 a., des. pl. ch. 2 pers. B. 34, r. Dames.

Bonne à tout faire, 34 ans, sach. cuisine, dem. pl. Excell. références. L.C., 115 bis, r. Saint-Denis.

Une fille, 22 ans, dés. pl. bonno à tout faire, références de cinq ans, 44, rue Taibout, L. N.

Bonne à tout faire, 35 a., fait bien cuisine et ménage, dem. pl. Bon. réf. M. L. R., Lamartine, 16.

Négresse, dem. pl. à tout faire. Ec. Figaro, M. P.

On demande bonno à tout faire, 25 à 30 ans sach. excellent, chef. 2 pers. s. enf. 6 mois campagne, bi. réf. exig. S.A.D. F.B. 7, r. Vignon de 4 à 6 h.

Bonne à tout faire, 20 a., dem. pl. Ec. G. Figaro.

Bonne à tout faire, 30 ans, sach. allem. bon. référ., dem. place. Réf. verb. J.D. L. 22, r. Lamoignon-S.

Bonne à tout faire, 28 ans, sach. tr. bne cuisine, bonnes réf., dem. pl. M. A. r. Barloz, 4.

Bonne à tout faire, 34 ans, bonnes références, demande place. B.L. 59, rue Rambuteau.

Valets de pied, Grooms

Valet de pied ou ch. 26 a., 1^{re} 74, dem. pl., arrivant de province, tr. bnes réf. M.J. 32, rue d'Angost.

Valet de pied, 18 a., 1^{re} 72, des. pl. ou valet de ch. ou groom à l'écurie-H.H. poste rest., pl. Victor-Hugo.

Je homme, 18 a., dem. pl. valet de pied, bnes références. — E. V., 8, r. des Petits-Champs.

Je homme, 18 ans, 1^{re} 78, 2 ans même maison, desir. pl. valet de pied. D. L. 7, rue Chevert.

Je homme, 18 ans, 1^{re} 70, demande place valet de pied ou groom. — L. 1, rue Larrière.

Valet-pied, 26 a., 1^{re} 80, b. réf. d. pl. P.B. 91, r. la Boétie.

Valet de pied demande place Paris, 18 ans, 1^{re} 30, bonnes références. — L. 1, rue Larrière.

Jeune homme, Belge, demande place valet de pied. — Clément, 1, cité Bergère.

Valet de pied ou ch. 18 a., 1^{re} 70, recommandé par mtres, desir. pl. J. Naveau, 1, r. d'Angost.

Cochers

Je hme, 27 ans, arriv. prov. bon cocher, rec. p.mtre, dem. pl. second ou écur. V.T. 7, rue Paucet.

Cocher, 36 a., 6^e même mais, d. pl. stable, de préf. camp.fier trav. suppl. bes. C.F., 1, r. G. de Maury.

Cocher, 40 ans, demande place. Réf. 7 ans, bien raccom. par mailres, 12, rue Faugue.

Ménage, cocher, 34 ans, 8 a. même mais, comme 1^{re} m. des. pl. seulouv. fme concierge ou fmedech sach. parf. cout. livr. Repr. bien. A. 10, r. Beffroi, Neuilly.

Jeune hme, 28 a., ds. pl. cocher, 53, r. Blanche. A. 4.

D. 183, 36 St-Honoré, 42 ans, cocher-jardinier 4 ans de références, demande place.

Cocher, 38 ans, 6 ans mêmes mais, recom. p.maitre, quitte cause démonte, ds. pl. E.B. 6, r. Meissonier.

Bon cocher, 38 ans, connais. serv. d'intérieur, ds. pl. Ref. verb. L. 22, r. Lamoignon-S.</

KLONDYKE-REVUE
KLONDYKE-REVUE
KLONDYKE-REVUE

L'organe le mieux informé
sur les placers aurifères du **KLONDYKE** et de l'**ALASKA**
Directeur : E. de Lamare, le vaillant explorateur.
Service gratuit, à l'essai, pendant UN MOIS, sur
demande affranchie, adressée aux Bureaux de
KLONDYKE-REVUE, 1, r. du Quatre-Septembre, Paris.

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : "Cecelia London"

HOTEL CECIL

Merveilleuse installation résumant les dernières applications de l'art et du confort modernes.

LONDRES

700 Chambres et Appartements. Salle de Bain et Téléphone partout. Magnifiques Salons.

Chambres depuis **7^{fr.} 50** par jour, éclairage et service compris.

LA PLUS FINE CUISINE D'EUROPE A. JUDAH
Manager



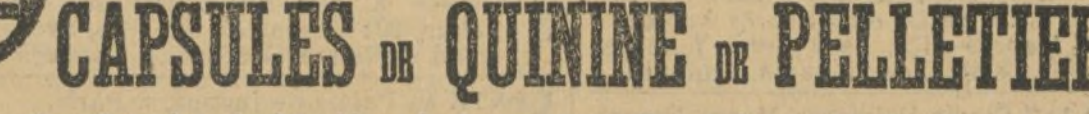
COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-SERVAN
Enseignement des Lycées — Baccalauréat. — Climat et soins excellents pour jeunes élèves de santé délicate. — Bains de mer, de mai à octobre, sur plage particulière de toute sécurité. — Très nombreux élèves de Paris, très et reconduits avec 50 0/0 de réduction de voyage. — Cours de vacances (Classes, Bains, Excursions).
Principal du Collège recevra familles, du 30 mars au 10 avril, à Paris, HOTEL DES BOMES, 16, rue du Temple.

Maison
GRONDARD
129, Boulevard Saint-Germain,
Boulevard Malesherbes, 53.

Le CHOCOLAT EXPRESS
Les TABLETTES INSEPARABLES
Les SUPRÊMES CHOCOLAT

Le THÉ de FOU-TCHÉOU
Seul importé directement,
En France, à 60 gr.,
125 et 250
Gr.

PAS MÊME D'EST MENTIR



CAPSULES DE QUININE DE PELLETIER

Ces Capsules, inaltérables, de la grosseur d'un pois, ne durcissent pas comme les pilules et s'avèrent plus facilement que les cachets. Elles sont souveraines pour combattre les *rhumes, la grippe, l'influenza* et en général les accès fébriles qui se manifestent au début de toutes les maladies. Les *migraines, névralgies, les fièvres intermittentes et paludéennes, la lassitude, le manque d'énergie, le rhumatisme, la goutte, les maux de reins* sont tributaires de cet héroïque médicament.

Une CAPSULE est plus active qu'un grand verre de Quinquina.

Exiger sur chaque Capsule, le nom PELLETIER, inventeur de la Quinine.

Prix moyen 4 fr. le gramme en 10 Capsules. — *Pr^{ci} VIAL*, 20, rue de Châteaudun, PARIS.

PANAMA A LOTS
Payables 5 francs par mois pendant 28 mois
TIRAGE : 15 AVRIL
GROS LOTS 500,000 ET 100,000 FR.
Prop. complète du titre dès 1^{er} versement. Droit aux
377 tirages à venir (6 par an). Rembours. à 400%.
Envoy. mandat-poste ou timbre C. MORIN,
23, Chaussée-d'Antin, Paris. — Téléphone 1435.07.
SÉCURITÉ ABSOLUE
BONS EXPOSITION 1900 : 2 francs par mois pendant 11 mois

BASSIN SOURCE de VICHY
LARBAUD-ST-YORRE
La meilleure pour être bue, chesol. 20fr. la caisse de 50 litres.
S'ad. au Propriétaire, N. Larbaud-St-Yorre, Pharmacien à Vichy.

EAU MATTONI
Fribourg & Gieschbühl, près Carlsbad (Bohème)
La MEILLEURE EAU MINÉRALE NATURELLE de Table
SE TROUVE CHEZ TOUS LES MARCHANDS D'EAUX MINÉRALES.

COMPTE PRET et Couvertures de Crédit sur signature aux
taux de 10 1/2 % Nominatifs et au porteur et au dividende
Capitalisation Banque de Crédit Général, 67, de Séze, Paris 12E. 175-71

**CANADIAN
PACIFIC
RAILWAY**

Merveilleuses Excursions à travers des
contrées pittoresques, d'aspects infiniment
variés. Les grands Lacs, les Prairies, les
Montagnes Rocheuses, les Sources chaudes
du Banff, Territoires de chasse et de pêche.
Ontario, Manitoba, Colombie britannique.

Pour billets et catalogue illustré gratis,
s'adresser au Canadian Pacific Railway, 67, King
William Street, Londres E. C. 4, aux bureaux
de Thomas Cook et Son, ou à la Compagnie
internationale des Wagons-Lits.

IMPUISANCE Guérir par les Pilules de
FERRAILLE, 75^e Lille, 41^{re}

BOULOU (PYR. O.) FRANCE
 « BOUCHONS — TORRENT »
 GRATIS CATALOGUE ILLUSTRE

LE MEILLEUR BISCUIT
 EXIGER  MARQUE
 LU PETIT-BEURRE LU
 NANTES
 DÉPOSÉ
 LEFÈVRE-UTILE

ÉVIAN LA PRÉCIOSA

La plus pure, la plus saine des eaux de table
La meilleur marché des eaux d'Évian

Dépôt : 36, boulevard des Italiens. — Téléphone 155-19

GOUTTE — GRAVELLE — RHUMATISME GOUTTEUX

Liseronine du **D^r Davysson**

REMEDE SOUVERAIN CONTRE CES AFFECTIONS

Complètement inoffensif pour les voies digestives et les autres organes.

Pharmacie Normale

(Aucune Succursale) 17 et 19, Rue Drouot, PARIS (Aucune Succursale)

Livre dans tout Paris par voitures et expédie en Province (Envoi franco du Tarif.)

BOURSE DU MARDI 4 AVRIL 1899